Notre Futur

Des citoyens à la recherche de modèles soutenables de solidarités intergénérationnelles

Témoignage

« MOI, ROLAND, 58 ANS EN 2030 »

LE MONDE CHANGE, LES AÎNÉS AUSSI

Quand les générations futures se penchent sur l'avenir des seniors

LES RÉSULTATS DU PANEL CITOYEN

- « Repenser les solidarités pour soutenir le système »
- Leurs attentes et leurs convictions
- Les défis non résolus

10 enjeux pour 2030

décodés pour vous

BIENVENUE DANS LE FUTUR...

Notre Futur

Des citoyens à la recherche de modèles soutenables de solidarités intergénérationnelles

Sommaire

Le projet « Notre Futur » : pourquoi, comment? . . . . . p. 4
Contexte et constat initial. . . . . p. 4
Le projet « Notre Futur » . . . . . p. 6
Concrètement... . . . . p. 7
Paroles d'experts . . . . . p. 8
Les 10 enjeux. . . . . p. 10
Trois think tanks ont imaginé des réponses aux enjeux du futur . . . . . p. 11
Paroles de citoyens . . . . . p. 12
Récit : « Moi, Roland, 58 ans en 2030 » . . . . . p. 14
Scénario des citoyens . . . . . p. 18
Méthodologie et recrutement . . . . . p. 19
Analyses et premières réactions . . . . . p. 21
La Fondation réagit au scénario citoyen . . . . . p. 21
Réflexions des citoyens suite au projet . . . . . p. 41
Et maintenant?. . . . . p. 44
Remerciements . . . . . p. 46

En partenariat avec

La coopérative Cera . . . . . p. 31

L'INAMI . . . . . p. 33

La Fondation Chimay-Wartoise . . . . . p. 35

Le Groupe Jolimont . . . . . p. 37

Partenamut . . . . . p. 39

Avec le soutien de

Service Public fédéral de Programmation Développement Durable

Loterie Nationale créateur de chances

Wallonie

Qu'avez-vous en mains?

Dans quel monde aimerions-nous vieillir? En quoi devrait-il être différent d'aujourd'hui... sachant que les moyens dont nous disposerons seront moindres, que la terre ne se portera pas nécessairement mieux et que nous serons âgés en plus grand nombre?

C'est la recherche de réponses à cette question clé qui a réuni la Fondation pour les Générations Futures et ses différents partenaires pendant un processus de près de 2 ans.

Nous avons tout d'abord posé la question à des dizaines d'experts. Ils nous ont permis de dégager une série d'enjeux clés et de suggestions en matière de solidarités intergénérationnelles. Nous avons ensuite demandé à trois think tanks de rédiger leur scénario du futur en réponse à ces enjeux.

Ces différentes réponses d'experts nous ont permis dans un deuxième temps de nourrir et de structurer la réflexion d'un panel très diversifié composé de 24 citoyens. Après 3 week-ends de travail, ce panel nous a livré son scénario avec sa propre vision des enjeux et ses propositions. Par définition des réponses de non-experts: un regard neuf et décalé sur la question.

Ces apports indépendants et complémentaires permettent à chacun, experts ou non experts, d'affiner sa propre perception des enjeux et les voies de solutions à explorer. Cela a déjà été le cas pour la Fondation et ses partenaires. Plusieurs de ces premières réflexions vous sont également livrées ici.

Comment lire ce magazine

Comme un révélateur

Non, en trois week-ends, un panel citoyen ne peut pas refondre la sécurité sociale et le financement des pensions tout en créant un nouvel équilibre sociétal au passage... Ce qu'ils ont fait, c'est faire remonter à la surface les questions vraiment importantes, décrire d'autres possibles ou souhaitables, affirmer des convictions, ouvrir des pistes de réflexion et pointer plusieurs 'nœuds'. Ce magazine reprend toutes les étapes du projet qui ont mené à ces résultats.

Comme un outil mixte

Vous avez donc l'embarras du choix pour entrer dans la matière.

- la parole des experts
  - les 10 enjeux clés (p.10)
  - les scénarios des trois think tanks (p.11)
- la parole des citoyens
  - le scénario écrit par les citoyens (p.18)
  - le récit de Roland écrit sur base de ce scénario citoyen (p.14)
- les premières réactions de la Fondation et de ses partenaires (à partir de la page 21)

Edito

Cela saute vite aux yeux, se pencher sur la question des « seniors », c'est se pencher sur la société toute entière et plus particulièrement sur l'organisation des solidarités.

Ce magazine vous livre le fruit de deux ans de travail dans le cadre du projet « Notre Futur - Des citoyens à la recherche de modèles soutenables de solidarités intergénérationnelles ». Vous y découvrirez à la fois le scénario original proposé par le panel de citoyens et l'essentiel des réflexions et analyses qui entourent le projet.

Le magazine que vous avez en mains est un document rare.

Il va d'abord vous raconter une histoire, qui pourrait être la vôtre, la mienne, la nôtre... Une histoire en forme de vision d'avenir, rédigée par des citoyens certainement optimistes mais aucunement naïfs. Leurs constats sont durs et réalistes.

Conscients des limites d'un travail de non-experts, produit en un peu plus de trois week-ends, ils sont convaincus qu'une société viable pour toutes les générations est encore pensable, et donc encore possible. Pour ce faire, ils pointent de sérieux nœuds toujours à dénouer tout comme l'orientation de changements nécessaires.

La diversité et l'ouverture d'esprit des citoyens du panel font que tout à coup le débat semble moins figé... Ces citoyens racontent l'avenir des seniors tels qu'ils le rêvent. Ils sortent du cadre. Ils osent aussi, avec beaucoup d'humilité, faire une série de propositions très concrètes. Ces propositions ne sont pas là pour convaincre, analyse de faisabilité à l'appui, elles sont là pour ouvrir le dialogue sur « d'autres voies possibles ou souhaitées ».

Car ni la Fondation et ses partenaires, ni les experts, ni les citoyens du panel n'apportent de solutions toutes faites, bien sûr. Si c'était si facile, ça se saurait!

L'essentiel du travail reste à faire, en tenant compte de cette contribution exceptionnelle.

Et vous pouvez, vous aussi, y contribuer.

La lecture attentive des documents réunis autour de ce projet, et en particulier du scenario des citoyens, ne vous laissera sans doute pas indifférent. A un titre ou à un autre, à un endroit ou à un autre, vous serez surpris, choqué, enthousiaste, irrité, perplexe, découragé, rêveur... Certains passages vous sembleront aller trop ou pas assez loin.

Alors, partagez vos réflexions, enrichissez ce débat qui nous est essentiel, qui vous est essentiel!

Enrichissez de votre avis la réalité de demain et, avec elle, les générations futures!

A bientôt pour en reparler! *

L'équipe de la Fondation pour les Générations Futures et ses partenaires

* *Rendez-vous en page 44 pour savoir comment nous faire part de vos réactions*

Rédaction
Aline Goethals - Miriana Frattarola
Collaborateurs
Benoît Derenne - Sandrino Holvoet - Deirdre Maes - Cécile Dradin - Joeri Vranckx - William Van Dingenen - Michel Teller - Carine Vassart
Graphisme et mise en page
Sandrine Van den Berghe
Photographies et illustrations
Jean-Luc Tillière - Fondation pour les Générations Futures - Classe de Meester Wim (De Heffel) - Classe d'Anouchka Dewilde (Sainte-Dominique)

Editeur responsable Benoît Derenne

FONDATION POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Cette publication est téléchargeable sur le site www.fgf.be/notrefutur

Imprimé sur du papier 100% recyclé

ISBN: 978-2-930275-69-3
Dépôt légal: D-2014-8490-01

LE PROJET « NOTRE FUTUR »: POUR QUOI, COMMENT?

Le scénario écrit par le panel citoyen (découvrez-le à partir de la page 18) est le résultat le plus visible, concret et important du projet « Notre Futur ». Il n'est évidemment pas apparu de nulle part comme par magie... Ce scénario citoyen est l'aboutissement d'une réflexion beaucoup plus large sur le futur des aînés, dont nous vous présentons ici les temps forts.

CONTEXTE & CONSTAT INITIAL

En 2014, les 'aînés' ont changé, la société aussi

Aujourd'hui, la pression sur nos systèmes de solidarité atteint son comble. En effet, depuis près d'un siècle, la sécurité sociale se base sur une solidarité entre les 'actifs' et les 'non-actifs' (chômeurs, seniors, malades,...) et un certain nombre de défis viennent remettre en cause cet équilibre. Le premier défi vient du vieillissement de la population. Deux autres enjeux viennent intensifier le challenge: la raréfaction des ressources naturelles sur lesquelles s'appuient nos économies actuelles et le rééquilibrage économique en faveur des pays émergents. Sans compter les développements du secteur médical, qui ont démultiplié les possibilités, mais aussi les coûts, des soins de santé. Ou encore la transformation du noyau familial avec le travail des femmes ou les familles monoparentales.

Le statu quo est devenu impossible. Une même chose ressort de tous les entretiens (voir p.10 « 10 enjeux clés ») que nous avons eus en amont du panel citoyen: le système social actuel atteint ses limites. Normal, il date des années '30 du siècle dernier. A cette époque, on n'avait jamais entendu parler de pause-carrière ou de CDI, on était vieux à 50 ans et le mot 'carrière' désignait une quarantaine d'années passées auprès du même patron. Les mots *burn-out et épargne-pension* restaient à inventer.

Bref, le débat sur le vieillissement de la population est brûlant d'actualité. A politiques et modes de vie inchangés, on imagine sans mal la précarité croissante de nombreuses populations dont les seniors de demain.

Le défi est de taille, car en se penchant sur la question de l'avenir des seniors, c'est quasiment tout le fonctionnement de la société qui peut être remis en question. Avec vraisemblablement un nouveau paradigme social - à réinventer ensemble, avec les citoyens - à la clé.

LE PROJET « NOTRE FUTUR »

5 questions à Benoît Derenne, directeur de la Fondation pour les Générations Futures

Comment est né ce projet?

« La Fondation veut contribuer à transmettre un monde durable et habitable aux générations à venir. Se pencher sur l'avenir des solidarités avec les seniors s'imposait comme une évidence dans le contexte actuel, où la précarité, et celle des seniors en particulier, s'accroît. Si on n'agit pas maintenant, la note risque d'être lourde pour les générations futures...

Face à l'ampleur des défis qui se posent (vieillissement de la population, coût des dépenses liées à la santé, mobilité, réduction de la consommation d'énergie,...), les réponses actuelles apparaissent comme peu adaptées et inscrites dans un cadre de référence traditionnel. »

Quel était l'objectif?

« De développer une vision d'avenir plus soutenable qui pourra être une source d'inspiration pour la société. C'est vite dit, mais il s'agit d'une matière complexe et incroyablement vaste! Il faut trouver des solutions 'soutenables', qui intègrent des enjeux de différentes natures.

Par exemple, qui a mesuré l'impact social et financier sur la vie des familles de l'allongement des carrières? Qui étudie le lien entre congés de maladie/invalidité en croissance et carrières allongées? Quelles seront les conséquences de l'indisponibilité croissante des sexagénaires par rapport à la prise en charge des petits-enfants ou des seniors plus âgés? Quels reports de charge sur les plus jeunes actifs, et a fortiori sur les femmes actives?

Il faut bien dire qu'on se trouve face à un fameux défi. Le débat sur le vieillissement de la population met en jeu des intérêts qui peuvent apparaître contradictoires, ceux des générations actuelles et ceux des générations futures. Voilà pourquoi nous avons tenu à nous nourrir d'avis issus de tous les horizons, dans une réflexion qui se voulait globale.

Nous ne nous sommes pas lancés seuls, mais entourés de partenaires du domaine public et privé ainsi que de nombreux experts. Le premier constat a été que notre positionnement initial était partagé par beaucoup de ces experts, ainsi que par un certain nombre d'organisations qui ont été prêtes à collaborer et à nous soutenir dans ce projet, et que je tiens à remercier tout particulièrement. »

Quels effets espérez-vous?

« La Fondation s'est saisie de la question des seniors l'esprit ouvert et, forte de son expérience dans le domaine de la prospective participative, a pris comme point de départ les expériences et motivations des citoyens. Nous espérons stimuler et inspirer une réflexion nouvelle mais pas seulement. Déjà, les conclusions vont nourrir les programmes d'actions de plusieurs des partenaires au projet. »

Pourquoi un panel citoyen?

« Tout d'abord, les réponses actuelles aux enjeux des solidarités ne faisant pas l'unanimité et ce débat de société étant particulièrement sensible et difficile, nous avons voulu y intégrer le regard des citoyens. Partant de leurs expériences et de leurs désirs, ceux-ci peuvent amener un nouveau point de départ et de nouvelles visions. C'est pour nous la meilleure manière d'élargir le débat et le cadre de réflexion actuel, tout en prenant en compte ce qui est 'souhaitable' pour l'avenir.

Ensuite, la Fondation possède une véritable expertise au niveau de la mise en œuvre des méthodes de prospective participative (panels citoyens, conférences prospectives). Notre expérience démontre la grande richesse qu'on peut retirer d'un panel citoyen qui appréhende les matières les plus complexes en toute liberté. Souvenez-vous par exemple du G1000!

D'où l'idée de ce projet global axé sur la redéfinition des solidarités intergénérationnelles, dans lequel le panel citoyen prend une place importante. »

Quelles sont les forces et les failles de cette méthode?

« Elle a bien sûr ses faiblesses: aborder un thème aussi vaste dans un temps aussi court nous oblige à cadrer - et donc forcément à limiter - la réflexion. Un groupe de citoyens 'lambda' n'est pas spécialisé et ne peut pas toujours juger de la faisabilité technique de ses propositions. Le groupe n'a pas non plus, dans les délais impartis, pu traiter tous les aspects de la question des seniors. C'est le cas par exemple des situations de grande dépendance. Mais à nos yeux, les avantages en termes d'ouverture sont inestimables. La réflexion que nous vous livrons dans ce magazine est portée par des citoyens qui ont des profils et expériences très diversifiés. Comme le dit l'un des participants: « *si nous pouvons tomber d'accord alors que nous sommes si différents, alors tout le monde peut le faire!* » Sans verser dans l'enthousiasme naïf, c'est un peu ce que nous croyons aussi... »

CONCRÈTEMENT...

Le scénario citoyen a été élaboré à l'intérieur d'un projet plus vaste en quatre phases.

1. Paroles d'experts: identifier les enjeux

En préparation, la Fondation a commencé par interroger 40 personnes de référence de tous horizons. Issues du monde académique ou du terrain, portant un regard technique, pragmatique ou philosophique sur la question, elles nous ont aidés à faire l'inventaire des enjeux clés autour de la solidarité intergénérationnelle. Une longue liste de défis a été identifiée, analysée et regroupée en 10 enjeux clés (p.10), qui ont servi de base aux questions posées plus tard au panel citoyen. Dans le scénario proposé par ceux-ci (p.18), ces 10 enjeux ont été regroupés en 4 grandes sections.

2. Paroles d'experts: imaginer l'avenir

Sur base de cette analyse des enjeux, la Fondation a demandé à trois *think tanks* de nous proposer leurs éléments clés d'un scénario de développement apportant des solutions aux enjeux identifiés. Nous avons choisi trois groupes de réflexion compétents dans le domaine, issus d'horizons totalement différents pour garantir la diversité de leurs scénarios. Il s'agit d'*Itinera Institute*, du groupe informel de chercheurs *Prospérité sans Croissance* et le groupe autour de *Pierre Pestieau*, ULG - CREPP - HEC.

Ensuite une journaliste, Carine Vassart, a retranscrit chacune de leur vision d'avenir dans un récit concret et vivant, permettant au lecteur de se projeter plus facilement dans l'avenir proposé par chacun des think tanks. Retrouvez en page 11 les encadrés reprenant les logiques principales des think tanks, et le récit des trois scénarios sur le site internet www.fgf.be/notrefutur. Ces récits ont enrichi les réflexions et ont permis au panel de citoyens de se confronter à d'autres logiques que celles qu'ils étaient en train d'élaborer.

3. Paroles de citoyens: vision et pistes d'avenir de non experts

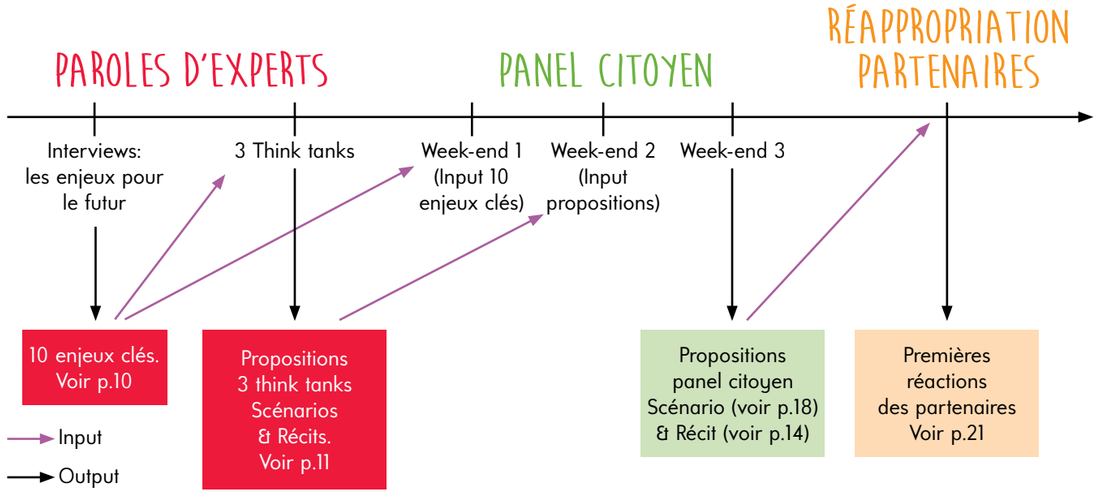
C'est ici que nous avons mis le panel citoyen au travail pendant 3 week-ends, en automne 2013.

Les 24 participants ont d'abord travaillé sur les 10 enjeux issus de la phase exploratoire, pour s'approprier la problématique et élaborer des ébauches de réponses. Ensuite les propositions issues des scénarios des trois think tanks sont venues challenger leurs idées et ouvrir le débat. Après une phase de confrontation d'idées, le panel est arrivé à formuler une série de propositions communes que vous retrouvez dans leur scénario détaillé. (p.18)

4. Réappropriation des résultats par les partenaires

Et nous ne voulons pas nous arrêter ici, bien sûr. Le scénario des citoyens ainsi que l'observation des travaux et échanges nous a permis de tirer plusieurs conclusions intéressantes et de dégager différentes tendances (en p.21). Les questions soulevées par le panel citoyen en soulèvent d'autres encore.

Une chose est certaine: entre l'analyse des résultats et les échanges avec nos partenaires, la réflexion ne fait que démarrer!



PAROLES D'EXPERTS

10 ENJEUX CLÉS

Ces 10 enjeux clés de la solidarité intergénérationnelle ont été déterminés lors de la première phase du projet. La Fondation a interrogé une quarantaine d'experts de tous les domaines du vieillissement de la population: associations de seniors, présidents de CPAS, personnes du monde académique, conseillers de mutuelles, think tanks, pouvoirs publics... L'analyse de ces entretiens faite par la Fondation a mené aux 10 enjeux clés qui ont servi de base aux scénarios d'avenir des trois think tanks (ci-contre) et du panel citoyen (p.18).

DÉCOUVREZ LES PERSONNES INTERVIEWÉES ET LES RÉSULTATS DE L'ANALYSE DE CES ENTRETIENS SUR LE SITE WWW.FGF.BE/NOTREFUTUR

TROIS THINK TANKS ONT IMAGINÉ DES RÉPONSES AUX ENJEUX DU FUTUR

Dans la phase exploratoire du projet « Notre Futur », nous avons demandé à trois groupes de réflexion, issus d'horizons très diversifiés, d'imaginer le scénario d'un 'futur possible'. Ils résument ici leur point de vue. L'intégralité des récits des trois think tanks est disponible sur le site de la Fondation.

L'équipe du Professeur Pierre Pestieau

Directeur du Centre de Recherche en Economie Publique et de la Population (ULg)

Pour l'essentiel le vieillissement est un faux problème. Si l'âge qui sépare les vieux des 'non vieux' augmentait au rythme de la longévité, le problème disparaîtrait. Pour adopter cette perspective, il faut une coopération de tous. Cela passe par un prolongement de l'activité pour ceux qui le peuvent, un marché du travail qui tienne compte de ce constant prolongement de la vie active et une protection sociale qui puisse aider efficacement ceux dont la santé ne permet pas un tel prolongement. Il faut aussi que le marché soit plus proactif dans la réponse aux besoins et que la famille continue à jouer son rôle essentiel dans la garde des enfants et dans les soins à apporter aux personnes dépendantes, sans remettre en cause la participation des femmes au marché du travail.

Itinera Institute

Think tank indépendant qui se donne pour mission de promouvoir « des chemins de réforme vers une croissance économique et une protection sociale durables, pour la Belgique et ses régions »

Fondamentalement, le but d'un système de pensions est de remédier au fait que les gens ne réfléchissent pas sur le long terme quand il s'agit de prévoir leurs vieux jours. Cette même attitude ressort d'ailleurs d'études comportementales sur les choix que font les gens entre la consommation et l'épargne, tant sur le plan individuel que collectif au niveau des finances publiques.
Quand il est question de leurs vieux jours, les personnes ont avant tout droit à la sécurité. Pour ce faire, la stabilité de notre système des pensions est capitale, or elle ne peut être garantie que si les cotisations sont suffisantes. Il y a dix ans, un politicien belge renommé disait que dans la constitution d'une pension, ce n'est pas l'âge de la voiture qui compte, mais son kilométrage. Aujourd'hui, il est temps que nous osions effectivement faire le pas vers un système de pensions en équilibre financier.

Groupe Prospérité sans croissance

Groupe informel de chercheurs réunis autour des enjeux d'avenir dans un monde où la croissance n'est plus le référentiel nécessaire

La majeure partie des problèmes actuellement soulevés par le vieillissement de la population ne sont pas intrinsèques à ce vieillissement mais découlent de notre rapport au travail et à l'emploi. C'est en le révisant fondamentalement via l'instauration d'un revenu de base inconditionnel que notre société sera la plus à même d'affronter la question tout en répondant aux défis environnementaux. C'est la sobriété, la consommation partagée et l'entretien des biens communs, plutôt que l'obsession de la croissance qui est à même de mener nos sociétés sur le chemin d'une prospérité durable et partagée par toutes les générations.

DÉCOUVREZ LES TROIS RÉCITS IMAGINÉS PAR LES THINK TANKS SUR LE SITE WWW.FGF.BE/NOTREFUTUR

PAROLES DE CITOYENS

MOI, ROLAND, 58 ANS EN 2030

Bonjour, je suis Roland, un homme ordinaire, imaginé à partir du scénario citoyen. Nous sommes en 2030, j'ai 58 ans, ce qu'on appelait 'l'âge de la retraite' il n'y a pas si longtemps. Ma vie est très différente de celle de mes parents au même âge et c'est tant mieux!

En fait, je m'interroge: est-ce que je vais prendre ma pension bientôt ou est-ce que je vais encore attendre? Comme j'ai commencé à travailler jeune, j'ai presque atteint le quota d'années nécessaires pour pouvoir activer mon droit à la retraite. Financièrement, c'est possible aussi. Le système de pension a l'air un peu compliqué mais il est beaucoup plus juste que du temps de mes parents, il y a une vingtaine d'années.

« LE SYSTÈME DE PENSION A L'AIR UN PEU COMPLIQUÉ MAIS IL EST BEAUCOUP PLUS JUSTE QUE DU TEMPS DE MES PARENTS, IL Y A UNE VINGTAINE D'ANNÉES »

Nouveaux piliers pour calculer les pensions

On a gardé l'idée des « piliers » qui peuvent être cumulés. Le premier, c'est le revenu de base inconditionnel auquel toute personne a désormais droit à partir de 18 ans. Le deuxième, c'est le complément qui est versé par les pouvoirs publics et qui a été prélevé sur le revenu de base inconditionnel pendant les moments où on a un emploi. Le troisième pilier, c'est une pension complémentaire comme celle qui existait déjà mais qui est devenue aujourd'hui obligatoire et qu'on constitue aussi grâce à ce que l'on gagne professionnellement. On peut encore y ajouter une épargne-pension qu'on décide – ou non – de constituer.

Mais, c'est sans doute le quatrième pilier qui est le plus représentatif de ce que notre société est devenue: on peut, une fois à la pension, obtenir un complément de revenu grâce aux services qu'on rend à la collectivité.

Evidemment, ça n'aurait pas été possible sans un changement de mentalité généralisé. Du temps de mes parents, la valeur qui « définissait » les gens, c'était le travail. Ou en tous cas, les revenus que l'on tirait de ce travail. Alors qu'aujourd'hui, on fait surtout attention à ce que la contribution de quelqu'un peut amener à la communauté.

De toute façon, même si j'arrête de travailler, je pourrai recommencer ponctuellement, si j'en ai envie, puisqu'on garde la possibilité de travailler autant qu'on veut. Même si cela me fait perdre provisoirement les compléments liés à la pension, avec les revenus de ce travail et mon revenu de base inconditionnel, je n'ai aucune raison de m'inquiéter.

Ce revenu de base inconditionnel accordé à tous a été une révolution et est sans aucun doute une des concrétisations les plus importantes de l'objectif fixé par les différents gouvernements depuis 2020: combattre le stress généralisé qui s'était installé dans notre société.

« Penser autrement, fonctionner autrement ». Tout le monde en parlait. A l'époque, la génération de mes parents arrivait épuisée à la retraite, les travailleurs de plus de 40 ans comme moi ne savaient pas trop comment tenir pour arriver à la pension. Et tout ça donnait une image totalement pessimiste de la vie aux jeunes comme mon fils Diego. Tout le monde se rendait bien compte qu'il fallait chercher un meilleur équilibre entre la responsabilité individuelle et les intérêts collectifs. En plus, il était évident que, pour y arriver, il fallait partir des expériences de terrain et faire remonter les acquis de ces pratiques.

Changer d'air et rendre service

Je vois bien aujourd'hui les effets positifs de ce choix. Diego, à 23 ans, est sorti de l'université et, grâce à ce revenu de base inconditionnel, il n'est plus paralysé par la peur d'échouer. Il vient de trouver un travail et il semble confiant, sachant que, de toute façon, il aura un filet de sécurité financier si quelque chose ne va pas.

« DE TOUTE FAÇON, MÊME SI J'ARRÊTE DE TRAVAILLER, JE POURRAI RECOMMENCER PONCTUELLEMENT, SI J'EN AI ENVIE »

Ma deuxième compagne, Soumia, après 15 ans passés dans un groupe multimédias, a profité de cette allocation de base pour changer d'air pendant un an, et réaliser son désir de développer des projets en faveur de la société.

Elle est allée proposer ses services au *Centre de Services polyvalents* de notre commune qui est géré par les pouvoirs publics mais où ce sont majoritairement des volontaires qui répondent aux besoins des habitants. C'est une version plus organisée des services d'échange d'avant, avec la même idée d'offrir au niveau local des activités régulières qui ne soient pas monnayables (même si elles sont valorisées par les pouvoirs publics par un complément de revenus pour activités socialement utiles) et de susciter des liens entre des gens d'horizons sociaux différents et sans liens familiaux.

Soumia va s'occuper de deux projets qui ont été choisis par les habitants l'an dernier. Le premier lui tient très à cœur: elle va mettre sur pied un réseau en ligne spécifique pour les personnes âgées. A partir de ce site internet, elles pourront communiquer plus facilement entre elles et rester en contact. Pour éviter le côté « ghetto de personnes âgées », le réseau sera également ouvert à tous.

Le deuxième projet dont Soumia va se charger intéresse très fort mon fils. Evidemment, comme il est au début de sa vie professionnelle, il n'a pas trop de moyens pour les sorties culturelles qu'il aime pourtant beaucoup. Dans le guide des projets-pilotes réalisés par des groupes de citoyens qui est publié chaque année par les autorités, il a repéré une expérience menée à Gand qu'il voudrait pouvoir reproduire par ici. L'idée est toute simple: mettre en relation les jeunes qui n'ont pas les moyens d'aller au théâtre, à une exposition ou à un concert et des personnes âgées qui, elles, en ont les moyens mais n'ont pas envie - ou ne sont plus capables - d'y aller seules.

Il faut dire que la cohabitation des générations est devenue plus naturelle qu'avant, à la fin du 20ème siècle. Tout est fait pour que les différents âges se rencontrent, fassent des choses ensemble dans la vie de tous les jours. Diego, par exemple, a, depuis la maternelle, été habitué à voir des personnes retraitées venir à l'école pour faire du soutien scolaire et, plus tard, en secondaire, faire partager leurs compétences, notamment dans les ateliers techniques.

Vivre ensemble, c'est naturel

Le « vivre ensemble » fait d'ailleurs l'objet de campagnes systématiques et de sessions de sensibilisation, dans les quartiers ou sur les lieux de travail. C'est un processus sur lequel il faut travailler sans cesse, des changements de comportement à induire. Par exemple, on a organisé un « service social » que prestent les jeunes au bénéfice des plus âgés. Mais cela a été conçu comme un échange de services: les jeunes s'occuperont de la tonte de la pelouse et les plus âgés les aideront dans leur parcours scolaire ou les guideront dans leur vie.

Mais, comprenons-nous bien, ça ne se limite pas à expliquer aux jeunes qu'il faut avoir du respect pour les vieux. Non, on a aussi expliqué clairement aux plus âgés qu'ils devaient également pouvoir accepter que les plus jeunes ne voient pas nécessairement la marche de la société de la même manière qu'eux.

Ma mère, Jeanne, à 83 ans, trouve ça très bien. Elle qui, jusqu'il y a cinq ans, est allée faire la lecture aux enfants à la garderie de l'école, sait depuis longtemps que chaque âge peut apporter quelque chose aux autres. D'ailleurs, elle n'aurait jamais imaginé aller dans une de ces maisons de retraite comme on en voyait souvent il y a encore une trentaine d'années, qui étaient refermées sur elles-mêmes et qui ne permettaient plus de participer à la vie sociale normale, notamment à travers des contacts avec les autres générations.

Maison de retraite ou pas, c'est d'ailleurs le sujet de discussion du moment dans la famille. L'échevin intergénérationnel du village est venu voir maman la semaine dernière pour planifier avec elle ses besoins futurs en matière de logement. Dorénavant, c'est une pratique courante qui fait partie de la politique de prévention en matière de santé. On essaie de prévoir pour les personnes âgées des logements qui leur sont adaptés avant qu'un problème se pose. Il existe d'ailleurs des agences communales de concertation qui gèrent la disponibilité des logements et qui peuvent donc aider les demandeurs à trouver la solution la plus adaptée. Et avec le revenu d'intégration que touchent les personnes âgées, comme les personnes atteintes d'un handicap ou d'une maladie, maman peut envisager sereinement son changement de lieu de vie.

« L'ÉCHEVIN INTERGÉNÉRATIONNEL EST VENU VOIR MAMAN LA SEMAINE DERNIÈRE POUR PLANIFIER AVEC ELLE SES BESOINS FUTURS EN MATIÈRE DE LOGEMENT »

La conception du logement a d'ailleurs bien changé. Aujourd'hui, c'est devenu de plus en plus naturel de changer de logement en fonction de sa situation familiale, de son état de santé. Soumia et moi, nous pensons d'ailleurs déjà à ce qu'on va faire dans quelques années. Soit transformer notre maison en logement kangourou avec un appartement pour nous et une autre partie qui serait habitée par d'autres gens. Ou bien nous ferons comme Diego et nous partirons nous installer dans un de ces nouveaux projets où on trouve des commerces, des services, et où, surtout, tout est conçu pour que les différents âges de la vie puissent se côtoyer. C'est finalement la manière la plus naturelle de favoriser la mixité des âges.

« LES ASSURANCES-SANTÉ ONT ÉTÉ GÉNÉRALISÉES. EN CONTREPARTIE, CHACUN EST RESPONSABILISÉ PAR RAPPORT AUX CONSÉQUENCES DE SES CHOIX DE VIE »

Au niveau des quartiers, il y a aussi désormais un système de « visiteurs », des personnes qui viennent régulièrement discuter avec les personnes âgées pour rompre leur isolement. Pour nous qui vivons en ville, loin de maman, c'est un élément rassurant.

Santé et responsabilité

Si les notions de collectivité et de solidarité sont beaucoup plus présentes dans notre société, celle de responsabilité individuelle a également été renforcée. Je trouve que c'est dans le domaine de la santé que l'évolution est la plus visible. Il y a 30 ans, on parlait beaucoup de médecine à deux vitesses, on craignait de voir augmenter les différences dans la possibilité de se soigner entre ceux qui avaient beaucoup de revenus et les autres.

Aujourd'hui, tout le monde a accès aux traitements et aux médicaments. C'est vrai que c'est en partie dû au fait que les professionnels de soins et les institutions sont régulièrement évalués et fortement encouragés à travailler sous forme de forfait.

Mais c'est aussi parce que les assurances-santé et hospitalisation ont été généralisées. En contrepartie, chacun est responsabilisé par rapport aux conséquences de ses choix de vie et de leur impact sur les coûts de santé. Dans le cas de maman, ça se traduit par des décisions qui sont prises en concertation avec la famille et la commune qui organise la prise en charge des personnes âgées.

Dans le cas de Soumia et moi, c'est surtout l'aspect prévention qui est mis en avant. On passe régulièrement des check-up où on est tenus informés de notre état de santé, de ce qu'on peut faire pour se maintenir en forme et des attitudes à adopter pour éviter les problèmes. Ça peut sembler contraignant mais, d'un autre côté, cette mobilisation générale a provoqué des changements évidents. Quand j'ai commencé à travailler il y a 35 ans, la direction de mon entreprise ne s'occupait pas du tout de gestion du stress des collaborateurs. Alors qu'aujourd'hui, le bien-être au travail fait l'objet d'une formation spécifique du management. Et je peux vous dire qu'on voit la différence!

Qui aurait dit que la modernité allait se traduire ainsi par plus de convivialité, plus d'attention à la vie réelle des gens? Au début du 21ème siècle, on remplaçait chaque fois qu'on le pouvait les gens par une machine, maintenant, on remet de vrais opérateurs au téléphone pour aider les plus âgés ou les gens qui ne se débrouillent pas bien avec la technologie. Mais, pour moi, le plus grand changement, ça a été d'arriver à faire comprendre que tout ne doit pas être monnayé. Pour les plus jeunes, comme Diego, c'est naturel, il a grandi dans cette mentalité. Mais pour les autres, il n'a pas toujours été facile d'accepter que l'argent n'était pas la seule valeur qui avait de l'importance et que chacune de nos actions ne devait pas nécessairement recevoir une contrepartie matérielle.

Texte: Carine Vassart. Pour les dessins, merci aux élèves d'Anouchka Dewilde (Sainte Dominique) et de « Meester Wim » (De Heffel).

Texte co-écrit et validé par les citoyens du panel

VOICI LE SCÉNARIO CITOYEN

LES ÉLÉMENTS CLÉS EN RÉSUMÉ...

Invités par la Fondation pour les Générations Futures et ses partenaires à imaginer les solidarités intergénérationnelles dans la société de demain et dans une perspective durable, les 24 membres du panel citoyen ont véritablement mené une réflexion de fond. Car à leurs yeux, il ne suffit pas de procéder à quelques aménagements superficiels pour créer un monde plus juste, plus solidaire, plus agréable à vivre: ce sont nos logiques mêmes de fonctionnement qui doivent être repensées de fond en comble.

Ressources des personnes âgées

Dépassant largement le traditionnel débat sur le 'financement des pensions', le rapport final du panel citoyen prône une **vision innovante de l'articulation entre vie professionnelle et retraite**, et même une conception nouvelle du rapport au travail. Un **système à cinq piliers**, comportant entre autres un revenu inconditionnel de base et un nouveau 'revenu-service', doit permettre une adaptation souple aux différentes phases de l'existence, depuis les études jusqu'à la fin de la vie active, en laissant à chaque individu une grande latitude pour concilier travail rémunéré, loisirs personnels et services à la collectivité.

Soins de santé

Les propositions sont tout aussi ambitieuses dans le domaine de la santé. Pour le panel, celle-ci doit tout d'abord être envisagée de manière globale et inclure des aspects tels que la qualité de l'alimentation, le cadre de vie ou encore la prévention du stress au travail. Ici aussi, **les citoyens misent beaucoup sur la dimension locale** pour rendre les soins de santé plus accessibles à tous, et en particulier aux seniors. Ils proposent ainsi de nommer dans chaque commune un coordinateur local pour la santé, chargé de fournir information, conseil et assistance. L'accent doit également être mis sur **la prévention, la sensibilisation et la responsabilisation dès le plus jeune âge:** il va de soi que la santé des personnes âgées dépend étroitement de choix de vie antérieurs. En matière de prévention, à différents moments des débats, le panel a souligné combien les possibilités d'aménagement des carrières et notamment des fins de carrières, pouvaient être un outil efficace vis-à-vis du stress et des maladies qui y sont liées.

Logement et accès aux services

En matière de logement et d'accès aux services, **le maître-mot est 'mixité':** il faut à tout prix éviter d'isoler les plus âgés dans des 'ghettos' pour troisième âge et accorder au contraire la **priorité à des habitats modulables, multifonctionnels, intergénérationnels, multiculturels et durables** qui favorisent le vivre ensemble. Les pouvoirs publics (locaux) ont à cet égard un rôle moteur à jouer. Afin de vaincre les résistances aux changements, ils pourraient par exemple lancer des **projets pilotes** d'espaces intergénérationnels tandis qu'une agence communale de concertation du logement aurait pour mission de dresser un état des lieux des besoins et d'orienter les personnes vieillissantes vers la formule la plus adaptée à leur situation individuelle. La lutte contre l'isolement social des seniors passe aussi par des actions destinées à **améliorer leur mobilité** (transport collectif, covoiturage, taxi social…) et à **réduire la fracture numérique** pour qu'ils puissent s'insérer dans les nouveaux réseaux sociaux.

Cohésion sociale

Cette dernière question trouve en grande partie sa réponse dans les précédentes: **les échanges de services, l'apprentissage tout au long de la vie, les transferts d'expérience, la mixité des lieux de vie, les mises en réseaux que permettent les nouvelles technologies…** sont autant de facteurs qui contribuent à rapprocher les gens et les générations. C'est en les développant, concluent les membres du panel citoyen, que nous pourrons construire peu à peu cette société à visage humain, équitable, durable et conviviale, dans laquelle ils rêvent de vivre.

LE PANEL CITOYEN: MÉTHODOLOGIE & RECRUTEMENT

Choix de la méthode

Au fil du temps plusieurs modèles ont été croisés pour permettre la mise au point d'une méthodologie unique et originale. Elle combine des éléments de la méthodologie des **panels de citoyens** (comme lors de la troisième phase du G1000 dans lequel la Fondation a joué un rôle important), des **ateliers-scénario** (une méthode prospective où les participants construisent une vision d'avenir à partir de plusieurs scénarios possibles) et des **méthodologies de recherches qualitatives** et des techniques collaboratives de créativité (utilisés notamment dans des panels de consommateurs). Le but était de permettre un maximum de créativité, sans viser à transformer les membres du panel en 'mini-experts'. La méthodologie a été développée par les deux facilitateurs du panel Bernard Petre et Herman Dænen (Synergies & Actions), conseillés par Stéphane Delberghe (Atanor).

ÂGE
- **18-30:** 6
- **30-50:** 8
- **50-65:** 6
- **65+:** 4

Animation des 3 week-ends

Les 24 citoyens ont travaillé en groupe, en sous-groupes, le tout entrecoupé de moments de réflexion individuelle. Ils ont été encadrés par les deux facilitateurs ainsi que l'équipe de la Fondation. Pour que la compréhension puisse se faire de manière optimale dans ce groupe bilingue, la traduction simultanée a été assurée par une équipe d'étudiants bénévoles pendant les trois week-ends.

SEXE
- **Hommes:** 13
- **Femmes:** 11

Le premier week-end était destiné à s'approprier la matière, les enjeux et les questions.

Le deuxième week-end servait à rendre les choses concrètes et à commencer à formuler des propositions ainsi que des questions aux experts.

LANGUE
- **NL:** 13
- **FR:** 11

Lors du troisième week-end ils ont pu confronter leurs idées aux récits des 3 think tanks (que la Fondation avait chargés de rédiger des récits de 'futurs possibles') et rédiger le scénario que vous lisez dans ce magazine depuis la page 18.

EDUCATION
- **Primaire:** 3
- **Secondaire:** 7
- **Supérieur:** 7
- **Universitaire:** 7

Recrutement: une diversité maximale

Le panel de 24 citoyens a été recruté par des personnes de référence dans toute la Belgique. L'objectif du recrutement était de viser une diversité suffisante des participants afin d'obtenir une bonne saturation de l'information lors des discussions. Plutôt que de nous focaliser uniquement sur les critères sociodémographiques classiques, notre objectif était de recruter de manière à diversifier au maximum le profil des participants, tout en ayant une bonne représentation des « cas de figure » pertinents par rapport aux critères déterminés: âge, genre et langue bien sûr, mais aussi le nombre d'enfants ou de (grands-) parents à charge, l'habitat, la dispersion géographique et sociologique, les affinités politiques, les indicateurs de bien-être, le degré de risque de précarité, etc.

PROVINCE
- **Anvers:** 4
- **Limbourg:** 1
- **Flandre Orientale:** 2
- **Flandre Occidentale:** 2
- **Brabant Flamand:** 2
- **Brabant Wallon:** 2
- **Namur:** 1
- **Liège:** 2
- **Hainaut:** 3
- **Luxembourg:** 1
- **Bruxelles Capitale:** 4

Pour atteindre des personnes qui n'auraient pas nécessairement pensé à participer à ce genre de projet, les participants ont été recrutés via des personnes de référence dans toute la Belgique.

LA DESCRIPTION COMPLÈTE DE LA MÉTHODOLOGIE EST CONSULTABLE SUR LE SITE INTERNET WWW.FGF.BE/NOTREFUTUR

LES PROPOSITIONS DU PANEL CITOYEN

Introduction

L'été dernier, la Fondation pour les Générations Futures nous a contactés pour nous demander d'élaborer, avec d'autres citoyens, un **scénario pour le futur** axé sur la solidarité intergénérationnelle. Certains d'entre nous ont hésité, d'autres ont immédiatement été convaincus.

Et c'est ainsi que, le 13 septembre 2013, nous nous sommes retrouvés à 24 participants à l'hôtel Floréal de Blankenberge pour un premier week-end. Au cours de ce week-end, nous avons fait connaissance les uns avec les autres, ainsi qu'avec nos deux animateurs, Bernard et Herman, et nous avons pris connaissance des questions auxquelles nous devions apporter une réponse:

1. Dans quel genre de société ai-je envie de **vivre**?
2. A quoi doit-on faire particulièrement attention quand on prend une décision qui **engage la société**?
3. Quel est mon petit **souhait personnel** pour le futur?
4. Comment pouvons-nous faire en sorte que, dans le futur, les personnes âgées disposent de **ressources** suffisantes pour mener **une vie digne**?
5. Comment pouvons-nous faire en sorte que, dans le futur, les personnes âgées reçoivent des **soins de santé** adéquats?
6. Comment pouvons-nous faire en sorte que, dans le futur, les personnes âgées disposent (dans chacune des périodes de leur vie) d'un **logement** adéquat?
7. Comment pouvons-nous faire en sorte que, dans le futur, les personnes âgées trouvent (mieux) leur **place** dans la société?
8. Comment pouvons-nous faire en sorte que, dans le futur, il y ait plus de **cohésion entre les générations** et parmi les personnes âgées?
9. Comment pouvons-nous faire en sorte que, dans le futur, les personnes âgées aient un **accès** suffisant aux **services** dont elles ont besoin (services publics, transports, commerces, ...)?

Ces questions avaient été formulées par la Fondation pour les Générations Futures après avoir demandé à une quarantaine d'experts et de parties prenantes*1 quels étaient les principaux défis pour l'avenir par rapport au vieillissement de la population. Les premières idées et solutions germaient déjà dans nos esprits.

Le deuxième week-end s'est tenu dans l'Ancienne Abbaye de Kortenberg. Afin d'approfondir notre réflexion, nous avons reçu un petit dossier pour chacune des six dernières questions ci-dessus, reprenant le contexte de la problématique et une série de propositions. Plus tard, nous avons appris que ces propositions provenaient des réponses apportées par trois groupes d'experts à ces mêmes questions (leur « scénario »). Par petits groupes, nous avons continué à développer nos idées.

A Wégimont, le troisième week-end a démarré par la validation des textes de nos précédents travaux. Cela nous a permis de déterminer quels étaient les points qui restaient encore à discuter ou à explorer de manière plus approfondie. Préalablement à notre réflexion, nous avons visionné des extraits d'une vidéo où quatre personnes-ressources sont interviewées par la Fondation avec nos questions formulées précédemment.

Vous lirez dans les pages qui suivent le résultat de notre travail. Nous espérons que celui-ci inspirera les décideurs et les parties prenantes et que certaines de nos idées pourront être reprises par des responsables de projets dans des projets pilotes.

Bonne lecture!

Les participants

Schorochoff André • Maes Béatrice • Spée Bernard • Herrebout Bram • Evrard Christine • Alaime Dimitri • Van De Mosselaer Elke • Vellut Emilie • Mervilde Jürgen • Vermeulen Konogan • Van Aerden Maryse • Kizamie Miroye • Ghyssaert Pascal • Troch Paul • Leysen Philippe • Lombaerts Robert • Paulis Rosa • Pieroux Sabine • Vanweehaeghe Sybille • Ostyn Sofie • Benoy Stephania • Willemart Tomah • Winters Wim • Demuyser Yvan

1. L'astérisque désigne un terme qui est défini dans le lexique en annexe.

ANALYSES ET PREMIÈRES RÉACTIONS

LA FONDATION RÉAGIT AU SCÉNARIO CITOYEN

Ces conclusions sont formulées par la Fondation pour les Générations Futures sur base du résultat du panel citoyen. Elle a été aidée dans ces réflexions par les deux facilitateurs (un sociologue et un psychologue) qui ont animé le panel, et qui ont analysé pour la Fondation et ses partenaires les tendances qui ressortaient des débats. Ce qui apparaît en premier lieu, c'est qu'en se penchant sur la question des seniors de demain, c'est toute la société qu'on regarde en face.

FONDATION POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

A la Fondation, nous sommes surpris - et heureux - de voir combien les citoyens qui ont participé au panel « Notre Futur » ont voulu aller loin, en remettant profondément en question certains fondements de notre société. Derrière leurs propositions concrètes nous entendons une série de messages importants, qui traduisent un certain nombre de tendances présentes dans la société.

PREMIER MESSAGE: LA 'QUESTION DES SENIORS' N'EXISTE PAS EN TANT QUE TELLE

Les clivages seniors/jeunes, actifs/non-actifs ne sont plus adaptés aux enjeux actuels. Nos institutions doivent évoluer pour en tenir compte.

Un parcours de vie ne peut plus être considéré comme une ligne droite allant d'une jeunesse active vers une vieillesse non-active, mais doit être vu comme un continuum plus équilibré, sans que la société n'impose à chacun des lignes de démarcation devenues complètement inadaptées entre les 'âges de la vie' ou entre les situations d'activité ou d'inactivité professionnelle.

Toute une série de services offerts par la société pourraient être réorganisés dans cette nouvelle logique. Nous retenons deux exemples de propositions faites par le panel citoyen qui vont dans ce sens:

1. La contribution individuelle à la société doit être mieux valorisée.

L'allocation conditionnelle pour service à la collectivité (voir p.28) est un des outils d'une telle revalorisation et nous pensons que cette proposition est réellement

Préambule

Nous estimons que les logiques de fonctionnement actuelles de la société génèrent des conséquences négatives: course à l'argent, vitesse excessive qui conduit à une perte de la qualité de vie (tout doit aller vite), séparations trop importantes entre les actifs et les non-actifs, cloisonnement des générations, non-reconnaissance des prestations « non marchandes » (bénévolat, soutien aux proches, 'travail invisible'*) et hausse des maladies psychiques (dépression, suicides des jeunes, burn-out, agressivité, stress, problèmes de santé mentale chez les enfants, focalisation permanente sur ce qui ne va pas et sur le court terme/l'événementiel). Selon nous, les ressources sont disponibles mais mal utilisées (coexistence de sans-abris et de logements inutilisés, de besoins non satisfaits et de personnes sans travail, gaspillages).

Nous partageons deux convictions:

Conviction 1: Il faut poser les problèmes autrement

La question des seniors doit être posée en incluant toutes les générations. On ne trouvera des solutions à long terme que si elles incluent toutes les générations. La question des moyens ne peut être résolue si on se limite aux moyens financiers. Ce sont toutes les contributions qui doivent être prises en compte.

Conviction 2: D'autres fonctionnements de la société sont possibles

Des initiatives locales, des expériences pilotes et de nouvelles approches (Forum citoyen comme le G1000, initiatives citoyennes, diffusion d'informations via le web, pétitions, services d'échanges locaux, co-propriété, habitat partagé, co-voiturage, formes alternatives d'enseignement) montrent que d'autres logiques sont possibles. Le dialogue entre générations est possible et indispensable, malgré les résistances réciproques.

Plusieurs conditions sont indispensables pour construire un futur différent

- **Il faut partir des cellules sociales les plus petites**, créer des équilibres dynamiques au niveau micro pour fertiliser l'ensemble de la société par l'exemplarité plutôt que faire des théories ou miser uniquement sur des changements de mentalités qui prennent très longtemps.
- **Il faut intensifier les contacts entre les générations** pour éviter la création de 'ghettos', comme le deviennent parfois certaines maisons de repos.

Cette vision suppose l'invention de nouveaux dispositifs:

- Pour mieux éclairer les décisions individuelles (exemple: savoir ce que je dépense en frais de santé et ce que je coûte à la sécurité sociale afin de pouvoir mieux décider de mes démarches, check-ups santé annuels, connaître le 'vrai coût des choses', en ce compris le coût environnemental).
- Pour simplifier les démarches administratives et créer de la transparence: qui fait quoi? qui est responsable de quoi? avec quelles ressources?
- Pour faciliter les relations libres et choisies au niveau local (fêtes de rue, lieux de rencontres, codes sociaux de comportements encourageant l'initiative du contact, bourse locale d'offre et de demande de services).
- Pour donner l'envie et créer la possibilité de se lancer dans des projets pilotes (l'obligation ne marche pas et le changement de mentalité prend trop de temps).
- Pour permettre au *micro* de remonter vers le *macro* plutôt que de voir le 'sommet' imposer des règles à tous de façon descendante.
- Pour donner de nouveaux repères symboliques (redéfinition des âges de la vie, réorganisation du travail, apprentissage tout au long de la vie, fin de la maison à vie, redéfinition de la parentalité, ...)

Cette vision génère des nœuds, c'est à dire des questions centrales pour lesquelles le système d'équilibre/d'interaction doit être (ré)inventé:

- **Où situer la limite entre ce qui relève de la responsabilité individuelle et de la solidarité?** Il est clair que la société doit prendre en charge des frais qui ne résultent pas de choix personnels, comme pour les maladies génétiques, mais jusqu'où cette solidarité doit-elle aller lorsque la personne elle-même est aussi responsable? Exemple concret: quelle attitude adopter vis-à-vis des personnes en situation de dépendance?
- **Comment concilier liberté de choix et responsabilité sociale?** Jusqu'à quel point la collectivité peut-elle envoyer des signaux destinés à modifier certains désirs ou comportements individuels ou vice-versa?
- **Comment mettre au point un processus d'apprentissage de la vie sociale et du plaisir de la contribution** (l'école seule n'y arrivera pas, l'école dans son fonctionnement actuel n'est peut-être pas équipée pour le faire)?
- **Comment reconnaître les contributions non monétaires au bien-être commun?**

originale. Ce type d'allocation, attribuée à ceux qui choisiraient de contribuer à la société, permettrait aux personnes d'avoir des moments de leur vie (de jeunes, d'adultes ou de seniors) consacrés à la collectivité, dans un cadre non professionnel.

2. L'âge de la pension ne doit plus être une limite nette entre activité professionnelle et 'inactivité forcée'.

Tout au long de la vie, y compris après 'l'âge de la pension', de manière très souple, les gens pourraient choisir le meilleur équilibre individuel entre vie personnelle, vie professionnelle et services à la collectivité. Le mode et le rythme de passage entre les différentes phases de la vie pourraient ainsi être choisis à la carte, sans rupture obligée. Ces rythmes 'choisis' élimineraient beaucoup de facteurs de stress et apporteraient ainsi un bonus santé important. Cela implique évidemment une refonte complète des modes et des conditions d'allocations des ressources à tous les âges de la vie et a fortiori 'à la pension'. L'allocation conditionnelle déjà citée, couplée à une sorte d'allocation universelle seraient, parmi d'autres, de nouveaux instruments au service de ces nouveaux défis.

Le panel de citoyens insiste sur le devoir de créativité des pouvoirs publics et des experts en la matière, dans un contexte de rareté des ressources publiques.

DEUXIÈME MESSAGE: POUR SOULAGER LES SYSTÈMES EXISTANTS DE SOLIDARITÉ COLLECTIVE, IL FAUT INTÉGRER DE NOUVELLES SOLIDARITÉS INTERPERSONNELLES

Les systèmes de solidarité vis-à-vis des seniors doivent évoluer en amplifiant et en intégrant les capacités de solidarité interpersonnelle aux solidarités collectives actuellement en place.

Les solidarités collectives institutionnelles atteignent leurs limites et sont parfois inadaptées à certaines situations. L'idée est de faire mieux et plus grâce aux apports accrus et mieux organisés des solidarités inter-individuelles. Dans ce cadre, il est primordial que l'aspect micro/local soit la clé de voûte de cette synergie entre les différents types de solidarités. Dans ce cadre, outre ses missions traditionnelles, l'Etat pourrait avoir de nouvelles missions de valorisation, d'encadrement et de coordination de ces apports volontaires.

Dans la même lignée que la proposition citée ci-dessus, nous soulignons une idée extraite du panel citoyen:

Il faut stimuler l'envie individuelle de participer à la société, de rendre service, en valorisant et en organisant ces activités à différents niveaux. En plus de ceux déjà existants (la solidarité entre personnes et les réseaux organisés d'échanges de services), les citoyens proposent un troisième niveau de services, qui serait organisé et coordonné par les pouvoirs publics, et rémunéré grâce à un système de revenu-service.

Comment? Le panel citoyen imagine par exemple la création de centres locaux de coordination, avec une fonction publique chargée d'organiser les services et de coordonner les bonnes volontés. Tout ceci est vu comme une démarche libre, volontaire et élective. Chaque ci-

Responsabilité, oui mais...

Les citoyens parlent beaucoup de responsabilité individuelle, notamment en matière de soins de santé, de prévention... Une notion intéressante et 'dangereuse', car elle soulève de nombreuses questions éthiques. Comment déterminer ce qui relève de la volonté et ce qui relève du 'destin', par exemple? Il faut distinguer deux notions de responsabilité:

- **La responsabilité discréditante**: celle qui stigmatise la personne. Un système accusateur, qui récompense et punit, qui contrôle et montre du doigt: *« Il n'a pas, il aurait dû, il n'a qu'à assumer... »*
- **La responsabilité capacitante**: celle qui renforce la personne et lui donne l'envie et les moyens de prendre pleinement sa place dans la société, d'être autonome. Un système qui stimule, informe et laisse le choix.

Il va sans dire que la notion de responsabilité qui revient à plusieurs endroits dans le scénario citoyen est à prendre dans ce deuxième sens.

1. Dans quelle société voulons-nous vivre?

Nous pensons qu'il est possible d'imaginer une société basée sur des principes différents de la société actuelle:

- une société qui accorderait plus d'importance à la **qualité de vie**, notamment en redéfinissant le travail et la place qui lui est donnée
- une société qui permettrait le développement de **logiques différentes**: non seulement la logique de compétition économique, mais aussi des logiques de coopération, de partage, d'autarcie et de respect des équilibres à long terme, ainsi que des logiques culturelles
- une société qui chercherait à concilier les **intérêts individuels et collectifs**: d'une part, chacun serait invité à se prendre en charge; d'autre part, la solidarité interviendrait plus fortement qu'aujourd'hui dans les cas où la responsabilité individuelle n'est pas engagée (malheur, catastrophe, incapacité physique ou mentale de se prendre en charge), mais elle serait différente lorsque la personne choisit délibérément de ne pas tenir compte des avertissements qui lui sont donnés ou des règles collectives.

C'est dans une telle société que nous aimerions vivre et nous pensons tous qu'il est possible d'y arriver en repensant toute notre philosophie de vie et de travail, en revalorisant l'économie non-marchande, en fixant de nouvelles priorités. Certains pensent qu'on y arrivera par de petits progrès successifs, d'autres pensent que ce sera après une transformation radicale des esprits, voire après de grands bouleversements planétaires.

Quels critères?

Dans la société que nous proposons, les décisions collectives devraient respecter les critères suivants:

- tenir compte de la *responsabilité* individuelle
- tenir compte de leur impact sur la *liberté* individuelle de chacun et sa manière de vivre
- tenir compte de leur impact sur la *qualité de vie* de chacun
- tenir compte de leur impact sur *l'unité sociale de base*
- tenir compte de leur impact sur les *enjeux à long terme* (planète, justice sociale, développement des enfants, place pour les jeunes, équilibres globaux)

toyen choisit, en fonction de sa personnalité, de ses compétences et de ses motivations, les domaines où il rendra service. L'avantage est double: la démarche est motivante pour les participants, et permet d'alléger sensiblement le système actuel. Si les voisins d'une personne âgée peuvent lui éviter d'aller en maison de repos, tout en en retirant une satisfaction personnelle ainsi qu'un revenu complémentaire, le coût total pour le service public s'en trouvera diminué, de l'avis des citoyens.

VERS UN 'INDIVIDUALISME ALTRUISTE'

Nous sommes frappés par le rôle de l'individu et de ses motivations comme moteur de changement (là où dans le passé il aurait été plutôt idéologique), positionné en complémentarité avec le système existant.

Les citoyens demandent clairement que le système de solidarité se réinvente et évolue... sans disparaître! Le système doit gagner en efficience et être beaucoup plus individualisé et en ligne avec les valeurs actuelles (besoin de liberté, besoin de participation, demande de service 'sur-mesure' plutôt qu'axé sur une offre catégorisée,...). Celui qui tient compte de ces changements sociétaux tient en main un fabuleux levier de changement pour développer sa stratégie. Le défi est conséquent, et brûlant d'actualité, si le service public ne veut pas être pris de vitesse par le privé.

Citoyens nouvelle génération?

Selon les deux facilitateurs, si dans le passé les besoins étaient créés par le système, aujourd'hui, les citoyens du panel raisonnent de manière 'post-consumériste':*« mes besoins sont générés par moi, individu, et non par le système. Dans ma singularité, je demande un renforcement de liens, mais des liens choisis ».* Un individu à part entière, considéré dans sa globalité par la société, qui choisit d'être solidaire à sa façon unique et est reconnu pour cela, voilà le profil du 'nouveau citoyen' qui devra être au centre du 'nouveau système'.

2. Ressources

Comment faire pour que, dan s le futur, les personnes âgées disposent de ressources suffisa ntes pour mener une vie digne?

Principes généraux

Toute personne âgée doit pouvoir disposer d'un revenu décent.

Il est important de développer dès le plus jeune âge les principes d'un engagement et d'une responsabilité envers la société. Le travail ne doit plus être le seul à définir la personne et à lui donner une place dans la société. Il faut revaloriser le service social et en faire une alternative à part entière pour acquérir un revenu complémentaire (y compris pour les pensionnés).

Chacun doit avoir l'occasion de se former tout au long de sa vie ou de faire une pause dans sa carrière. Nous devons aussi nous préparer activement à la fin de notre activité professionnelle.

Les solutions doivent être d'abord mises en place au niveau européen et tenir compte du contexte global (durabilité, mondialisation, concurrence pays bas salaire…)

Propositions concrètes

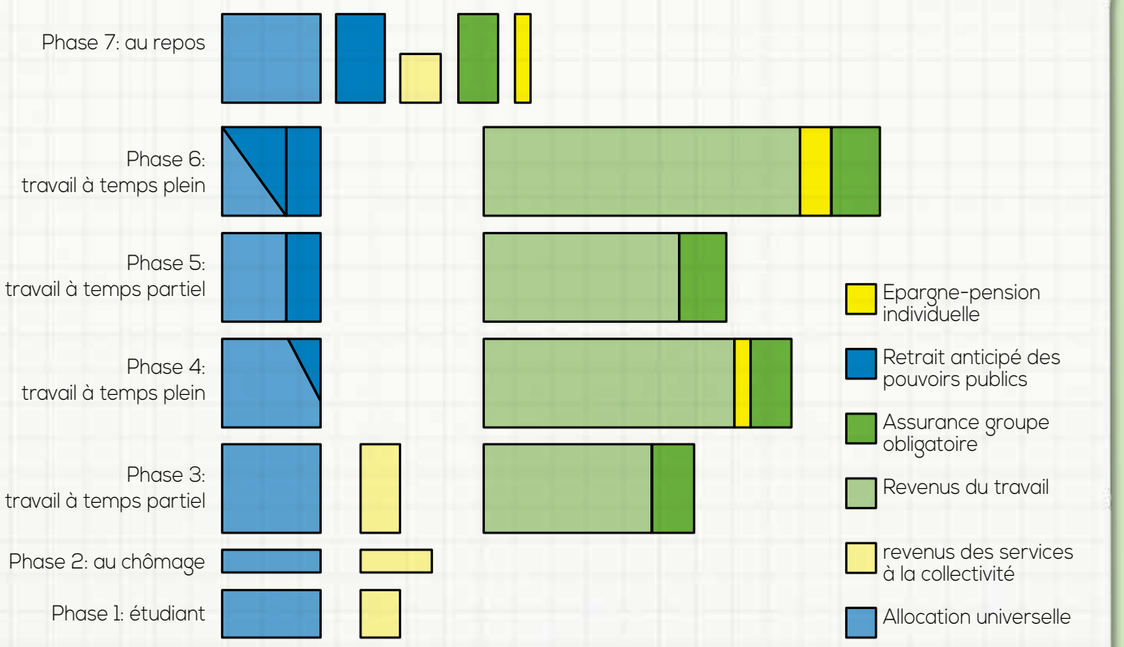
Vers un système à cinq piliers

Pour pouvoir réaliser ces principes, nous proposons un système de revenu de base inconditionnel* que chacun percevrait à partir de l'âge de 18 ans. Pour les personnes qui sont au travail, quel que soit leur statut, les pouvoirs publics retiendront, après un nombre d'années à déterminer, une partie du revenu inconditionnel afin de financer la pension de ces personnes dans le cadre du deuxième pilier (voir ci-dessous). Le système de revenu de base inconditionnel devrait aussi permettre de compenser en partie la pause-carrière, le congé de parentalité etc.

Le revenu de base inconditionnel peut être complété de deux manières: par un revenu du travail et par un 'revenu-service'*, c'est-à-dire lié à un service rendu à la collectivité. Les personnes qui ne peuvent pas compléter le revenu de base inconditionnel par l'un de ces deux moyens, en raison d'un handicap mental, d'une maladie ou d'une autre raison majeure, peuvent faire appel à un revenu complémentaire pour obtenir un revenu d'intégration sociale.

Le schéma ci-dessous permet de mieux comprendre comment les différents types de revenus pourraient se compléter et s'articuler dans le temps.

Le parcours de la vie d'Anne



OBSERVATIONS AUTOUR DU PANEL CITOYEN

Après avoir accompagné et animé pendant trois week-ends les travaux du panel citoyen, Bernard Petre (sociologue) et Herman Dænen (psychologue) ont, à la demande de la Fondation et de ses partenaires, analysé les grandes tendances qui sont ressorties des discussions. En voici quelques points clés.

1. Le scénario citoyen est sous-tendu par des ATTENTES dont il faut tenir compte

Du point de vue des participants, ce ne sont pas tant les faits qui font problème, mais plutôt les logiques qui les organisent. Ils demandent donc certains changements.

- Trouver d'autres logiques de fonctionnement que celles basées sur le profit, la vitesse, les clivages, qui génèrent des déséquilibres.
- Rompre avec une pensée dans laquelle le champ de l'innovation se limite trop souvent à la technique ou

Lorsque quelqu'un a travaillé pendant un nombre d'années à déterminer, il peut choisir d'activer le régime de pension.

La pension se compose de cinq piliers: deux piliers de base, qui doivent être accessibles à tous, et trois piliers optionnels, qui peuvent compléter les deux premiers.

- **Premier pilier des pensions: un revenu de base inconditionnel**

Chacun a droit à un revenu de base inconditionnel, dès l'âge de 18 ans jusqu'à son décès (voir ci-dessus).

- **Deuxième pilier des pensions: une pension minimale**

Les pouvoirs publics complètent le revenu de base inconditionnel jusqu'au niveau d'une pension minimale (équivalente au revenu d'intégration sociale). Pendant les années où une personne travaille, ils retiendront progressivement une partie de son revenu de base inconditionnel et la mettront en réserve pour financer la pension de cette personne.

- **Troisième pilier des pensions: épargne-pension obligatoire**

Toute personne qui travaille (y compris les indépendants et les fonctionnaires) est obligée d'investir une partie de son revenu dans une pension complémentaire (type assurance-groupe) pour parvenir à un revenu décent.

- **Quatrième pilier des pensions: un 'revenu-service'**

Les personnes qui veulent encore compléter leur pension peuvent s'engager dans des services au bénéfice de la société et en retirer un 'revenu-service'. Nous proposons qu'il soit aussi possible de réduire son temps de travail pendant la vie active et d'acquérir un revenu complémentaire en rendant des services sociaux.

- **Cinquième pilier des pensions: épargne-pension individuelle**

Toute personne est libre de participer de sa propre initiative à une forme d'épargne-pension.

Certains membres du panel citoyen n'adhèrent pas à cette proposition.[1]

Les services rendus à la collectivité

Au même titre que le travail, les services rendus à la collectivité constituent une autre manière de se rattacher à la société. Ils évitent ainsi à celui qui n'a pas/plus de travail de se sentir exclu ou inutile.

Il faut distinguer:

1. Des aides informelles et spontanées, non rémunérées et non encadrées: entraide familiale (garde d'enfants au niveau de la famille), aide aux voisins (relever le courrier pendant les vacances…).

2. Des échanges de services et de savoirs dans le cadre de réseaux organisés (SEL, RES, Banque du temps…) selon le principe 'une heure contre une heure'.

3. Des services organisés par ou en collaboration avec des pouvoirs publics.

C'est cette troisième forme de service qui pourrait donner lieu au 'revenu-service' évoqué ci-dessus.

Centres de Services polyvalents

Ces services seraient organisés dans le cadre de Centres de Services polyvalents qui associeraient:

- des permanents, rémunérés par les pouvoirs publics

- des citoyens disponibles à rendre des services à la collectivité[2]

Ce Centre serait chargé de:

- repérer les besoins collectifs non satisfaits

- centraliser les bases de données incluant les offres et les demandes de la population sur le territoire donné

- donner l'agrément aux associations qui souhaiteraient adhérer au système de revenu-service

1 Un participant défend l'idée d'un revenu de base inconditionnel qui couvrirait l'entièreté des besoins d'un individu moyen en bonne santé, et les soins de santé de manière parallèle, ce qui signifierait une simplification administrative de la sécurité sociale. D'autres participants s'interrogent sur la faisabilité financière de cette mesure ainsi que sur ses principes moraux et ses conséquences sociétales.
2 Leur financement serait essentiellement assuré par la Région et accessoirement par la commune (cf. Plan de Cohésion sociale en Région Wallonne p. ex.)

à l'économie et imaginer de nouveaux modèles de relations sociales.

- Respecter la logique de la liberté individuelle et reconnaître toutes les formes de contribution à la société, pas uniquement ce qui est 'monnayable'. Selon les citoyens, le système actuel présente différentes faiblesses: il ne mesure pas le travail 'invisible' (bénévole, familial…), il ne paie pas en fonction de la 'vraie valeur' mais laisse la place à la spéculation, il ne fait aucune distinction entre les citoyens qui ne font rien pour les autres et ceux qui font beaucoup, et il empêche souvent la logique élective, c'est-à-dire la possibilité de se développer en fonction de ses choix personnels.

- Redonner plus de place aux relations sociales de proximité (rue, quartier, commune), à la dimension 'micro' et locale.

En fait, il s'agit de constituer un nouvel imaginaire social pour répondre aux nouvelles questions.

2. Les citoyens partagent des CONVICTIONS profondes

Voici les principales hypothèses, représentations ou croyances sur lesquelles les citoyens s'appuient pour trouver des solutions.

- Un autre fonctionnement sociétal est possible, si on sort du cadre 'technico-économique' purement quantitatif. On ne résoudra pas la question des séniors sans prendre en compte toutes les tranches d'âges et étapes de la vie.

- La société peut s'organiser autrement, si elle se sert de tout ce qui existe déjà au niveau des initiatives locales, des développements technologiques (internet), des nouvelles méthodologies sociales (méthodes participatives), des développements juridiques (copropriété, partage d'habitation et de voiture, etc).

- Egalité et équité sont des notions centrales, notamment avec des propositions autour de l'allocation universelle et de la pension légale minimale.

- Il faut tenir compte des logiques et motivations individuelles au lieu de ranger les gens par catégories (chômeur, travailleur, senior…). Il faut adapter à la dynamique personnelle les grands systèmes sociaux publics (comme la sécurité sociale) ou privés (comme les compagnies d'assurances).

- Il faut redéfinir les âges et étapes de la vie.

- Les questions se posent de plus en plus en terme de liberté et de responsabilité. Est-il juste, par exemple, que quelqu'un qui a pris soin de sa santé toute sa vie soit traité de la même façon que celui qui ne s'en est jamais soucié? Ne faut-il pas récompenser ceux qui font des efforts de prévention? Les citoyens insistent sur l'importance de guider, d'éduquer, d'accompagner les personnes dès leur plus jeune âge vers les processus souhaités (par exemple l'habitude, dès l'enfance, des relations intergénérationnelles, des services rendus aux voisins…).

3. Le panel distingue des NŒUDS importants

Il s'agit des questions non résolues, qui ouvrent le débat à un niveau très profond, engageant des aspects psychologiques et éthiques. Voici quelques questions centrales, pas faciles à résoudre…

- Comment clarifier ce qui relève de la volonté/responsabilité individuelle et ce qui relève du 'destin' et du fait que nous ne naissons pas égaux en capital social, matériel, culturel… Il est difficile, voire impossible, de déterminer jusqu'où la responsabilité personnelle est engagée, par exemple dans le domaine de la prévention en santé. (Pensons par exemple à l'obésité, aux dépendances, aux maladies génétiques,…)

- Comment fournir à chacun des informations de qualité pour déployer sa liberté individuelle sur des bases pertinentes? Par exemple, comment faire pour que chaque individu appréhende avec clarté les coûts (en matière de santé publique) de ses choix de vie? Il ne s'agit pas d'imposer des modes de vie, mais de sensibiliser et d'impliquer les personnes.

- Comment mettre au point un processus d'apprentissage de la vie sociale et du plaisir de la contribution? Comment renforcer l'envie de participer au 'vivre ensemble'?

- L'école seule n'y arrivera pas, et elle n'est pas équipée pour le faire, dans son fonctionnement actuel. Ici aussi, de nouvelles approches sont à inventer.

- Comment développer des systèmes de connections et d'échanges pour ce qui est 'non-mesurable'?

Deux sentiments dominent à ce propos chez les citoyens. D'une part, « tout reste à faire », car l'essentiel des solidarités reconnues par les pouvoirs publics aujourd'hui passe par une relation de chaque individu à un organe plutôt que par la mise en relation des citoyens. Mais d'autre part, « tout est possible », puisque des initiatives locales et des projets pilotes existants montrent que d'autres fonctionnements sont possibles.

- assurer l'encadrement des ressources humaines et matérielles
- garantir l'accessibilité aux services pour les personnes à faibles revenus
- mettre à disposition du matériel et des outils de convenance pour le public cible
- rémunérer et valoriser les services rendus par les citoyens.

Les citoyens et les associations agréées seraient chargés de:

- s'inscrire dans la base de données du Centre et de veiller à la mise à jour des coordonnées personnelles/institutionnelles
- indiquer les compétences que l'on souhaite mettre à la disposition des autres
- suivre les formations ad hoc (si le service rendu le nécessite)
- mettre à jour leur agenda centralisé au Centre de Service
- participer à des moments de mise en commun et de suivi.

Des antennes locales et/ou mobiles pourront être créées afin de rendre le Centre de services accessible à un maximum de personnes (peu mobiles), en particulier dans des régions à faible densité de population.

Tout citoyen pourra proposer ses services à tout moment de sa vie, à partir de 18 ans, en fonction de ses disponibilités, de ses besoins ou de ses envies.

Le handicap physique et psychologique n'est pas un obstacle à proposer ses services.

On peut recommencer à travailler à tout âge. Le paiement des pensions s'interrompt à ce moment-là jusqu'au moment où la personne cesse de travailler.

3. Soins de santé

Comment faire pour que, dans le futur, les personnes âgées reçoivent de bons soins de santé?

Principes généraux

La question des soins de santé à procurer aux seniors ne sera pas résolue sans une politique de prévention et une responsabilisation dès le plus jeune âge. Chacun sera sensibilisé très tôt (avec un rôle important joué par l'école à ce niveau) à sa responsabilité individuelle pour préserver sa santé: hygiène de vie, alimentation, équilibre corps-esprit, gestion du stress… Tout citoyen doit être conscient de ce qu'il coûte à la société au niveau de sa santé.

Le système de santé doit être fondamentalement amélioré pour le rendre plus juste, moins commercial, plus adapté aux réalités nouvelles: il devra mieux tenir compte de l'évolution de la médecine (maladies invisibles ou rares, spécialisations de plus en plus pointues, médecines parallèles comme compléments, offre de plus en plus diversifiée), des nouvelles problématiques de santé (stress, santé mentale) ainsi que des nouvelles réalités familiales.

La santé doit être une responsabilité partagée entre le senior, sa famille, la communauté locale et les pouvoirs publics (locaux).

Il faut entendre par 'communauté locale' tout l'environnement immédiat du senior, à savoir:

1. sa famille résidant sous le même toit (époux/se ou partenaire et les enfants)
2. ses connaissances et/ou amis résidant dans la commune ou dans une commune avoisinante
3. ses voisins
4. le coordinateur local pour la santé*, représentant les pouvoirs publics.

PARTENAIRE DE LA PREMIÈRE HEURE DU PROJET

Cera

'S'investir dans le bien-être et la prospérité', tel est l'engagement de la coopérative Cera envers la société. Cera met cet engagement en pratique en œuvrant de manière coopérative, avec plus de 400.000 sociétaires, pour un monde meilleur, et ce tant sur le plan financier que sociétal. D'une part, Cera assure, en tant qu'actionnaire de référence majeur de KBC Groupe, la stabilité et l'expansion d'un important groupe de bancassurance belge. D'autre part, Cera s'investit dans des projets sociétaux en phase avec ses valeurs fondamentales: coopération, solidarité et respect de l'individu.

La stratégie de Cera « Ensemble pour et avec les personnes âgées vulnérables »

Les personnes âgées vulnérables sont des citoyens à part entière. Ces aînés fragiles ont souvent besoin de soins et de services complexes, qu'ils soient touchés par la démence ou une autre maladie, isolés, seuls en charge de famille ou appartiennent à des minorités ethnico-culturelles. Leurs partenaires et les aidants proches sont également concernés. A cette fin, différents acteurs de terrain – associations, prestataires de services ou de soins, assistants sociaux et décideurs locaux – peuvent être stimulés pour prendre leurs responsabilités concernant l'isolement des seniors. Il importe de toucher spécifiquement les aînés les moins accessibles. Les besoins et questions (parfois implicites) des aînés vulnérables servent de point de départ. Au nom des principes de la co-responsabilité et de l'implication, la personne âgée vulnérable a elle-même une part active et une voix dans son propre cadre de vie. Cera stimule la solidarité intergénérationnelle en impliquant à la fois des jeunes et des aînés dans les projets.

Pourquoi la coopérative Cera est-elle partenaire du projet « Notre futur »?

Cera est partenaire du projet « Notre futur » pour trois raisons principales :

- pour la dimension **prospective** du projet, qui veut réinventer de nouvelles solidarités intergénérationnelles en dehors des sentiers battus et des champs de compétences habituels
- pour l'originalité du processus **participatif** sous la forme d'un panel citoyen à la fois cadré et libre, après une large consultation d'experts pour identifier les enjeux (large **assise sociétale**)
- pour le caractère **durable** du questionnement qui prévoit que les différents partenaires exploitent les résultats du travail du panel afin de lui assurer un impact à long terme pour la population dans son ensemble.

« AFIN D'IMPLÉMENTER SUR LE TERRAIN LES RÉSULTATS DU TRAVAIL DU PANEL, CERA ENVISAGE DE SOUTENIR DES PROJETS-PILOTES »

Carmen de Crombrugghe, Coordinateur de programme - Projets sociétaux

Que compte faire Cera du projet?

En tant qu'experts du quotidien, les citoyens membres du panel ont posé un regard neuf et décloisonné sur les enjeux du vieillissement. Ils ont mené leur réflexion en dehors des cadres de référence politiques existants, ce qui a amené des propositions interdisciplinaires et transversales.

Afin d'implémenter sur le terrain les résultats du travail du panel, Cera envisage de soutenir des projets pilotes. Ceux-ci devront contribuer à la **dignité** et à l'**inclusion** des **seniors vulnérables** ([1]), que ce soit par:

- des initiatives de rencontre conviviale de quartier
- des services et soins informels au titre de l'entraide interpersonnelle
- la création de communautés de personnes âgées
- l'expérimentation d'autres formes du « vivre ensemble ».

Ils répondront aux critères suivants: qualité relationnelle, mise en valeur de l'apport des seniors, réponse de proximité (quartier), transversalité, solidarité intergénérationnelle, participation des bénéficiaires (seniors et riverains).

Les projets retenus bénéficieraient d'un soutien financier et méthodologique et, le cas échéant, feraient l'objet d'un essaimage ou d'une interpellation des décideurs.

cera
s'investir dans le bien-être et la prospérité

1 Seniors dépendants, atteints de démence, d'un handicap, d'une maladie chronique, en situation de pauvreté, isolés, seuls en charge de famille ou appartenant à des minorités ethnico-culturelles, etc.

Propositions concrètes

Coordinateur local pour la santé

Un coordinateur local pour la santé sera nommé dans chaque commune. Sa fonction sera officialisée par l'échevin des affaires sociales de manière à garantir aux citoyens la qualité des services qu'il rend, à savoir:

1. information des seniors sur les prestataires de services auxquels ils peuvent faire appel (liste des noms, adresses complètes et service payant ou gratuit)
2. identification des besoins physiques, psychologiques et émotionnels
3. conseil et assistance aux aidants proches* pour résoudre des problèmes de nature pratique ou psychologique avec le senior
4. intervention si nécessaire pour l'organisation et la bonne exécution des services requis
5. assistance aux seniors en cas de conflit avec des prestataires de service

Le coordinateur local pour la santé est une personne:

1. formée et qualifiée
2. bénévole et/ou rémunérée (les deux options sont possibles) et indemnisée suivant des conditions à convenir
3. soumise au secret professionnel
4. assermentée
5. encadrée par un service communal spécialisé
6. assurée en responsabilité civile.

L'échevin des affaires sociales sera responsable de la mise en œuvre de ce système, y compris pour promouvoir les services auprès des citoyens.

Prévention et responsabilité individuelle

- des check-up médicaux périodiques (cœur, sang, yeux, colonoscopie,…) seront proposés aux seniors; ils seront payants ou gratuits en fonction des revenus
- en plus des visites médicales habituelles, des séances de sensibilisation parents-enfants seront organisées afin que chacun puisse s'approprier sa santé dès le plus jeune âge et être éduqué à une consommation responsable des médicaments
- une 'carte santé à points*', reprenant toutes les prescriptions et les coûts, sera introduite en vue de permettre une gestion individuelle et une sensibilisation au coût de la santé et de favoriser la collaboration entre les médecins.

Alimentation et stress au travail

La société doit aussi veiller à la qualité de l'alimentation, mieux contrôler les produits importés et promouvoir un meilleur accès à l'alimentation saine: taxe supplémentaire sur les produits malsains, soutien aux agriculteurs locaux/bio qui doivent recevoir un prix équitable, contrôle de la viande aux hormones, plantes OGM, pesticides, contrôle de la publicité qui incite à consommer de mauvais produits.

Prévention du stress au travail: pour diminuer le burn-out, il faut soutenir les entreprises qui développent des programmes de gestion du stress et/ou qui donnent la possibilité d'aménager le poste de travail pour que chaque travailleur puisse être productif en fonction de ses capacités du moment. Il faut aussi introduire dans les entreprises une charte de management

UN DES PARTENAIRES RÉAGIT AU SCÉNARIO CITOYEN

INAMI

La question du vieillissement de la population est un des principaux enjeux politiques de cette décennie. Outre la soutenabilité de nos régimes de pensions, c'est dans le domaine des soins de santé et de l'assurance indemnités que cet enjeu devient une question cruciale.

« DE NOMBREUSES QUESTIONS SUBSISTENT SUR LA CAPACITÉ DE NOTRE MARCHÉ DU TRAVAIL À MAINTENIR UNE QUALITÉ DE VIE SUFFISANTE »

François Perl, Directeur général du service des indemnités

En lançant ce projet, la Fondation pour les Générations Futures a souhaité décloisonner au maximum ce débat. Nous pensons, à l'INAMI, qu'il nécessite effectivement une approche innovante et créative et que, dans ce contexte, l'apport des citoyens est une pierre importante à l'édifice.

En soutenant le projet de la Fondation, nous souhaitions, avant toute chose, soutenir la création d'un espace de débats et de propositions concrètes. Les résultats présentés ici constituent une première étape intéressante et susciteront, nous l'espérons, de plus amples débats qui associeront non seulement les citoyens mais l'ensemble des acteurs concernés par la problématique du vieillissement.

A ce stade, il nous a paru essentiel de relever quelques balises intéressantes:

1. La question des fins de carrières est au cœur de la problématique du vieillissement. Tout le monde s'accorde désormais pour penser qu'il est essentiel de bien préparer la transition vers la fin de l'activité professionnelle. Paradoxalement, alors que les conditions de travail se sont améliorées dans nos sociétés post-industrielles, le nombre d'invalidités n'a cessé, lui, d'augmenter. Cette tendance résulte de mutations importantes au niveau des pathologies avec l'émergence de maladies chroniques, de mieux en mieux traitées certes mais de plus en plus fréquentes aussi.

2. A côté de ce nouveau paradigme des maladies chroniques, la question du bien-être au travail, et en particulier celle de la charge psychosociale du travail, est aussi de nature à modifier considérablement le débat sur le vieillissement. Les interrogations des citoyens à ce sujet sont nombreuses et face à la perspective de l'allongement des carrières, de nombreuses questions subsistent sur la capacité de notre marché du travail à maintenir une qualité de vie suffisante qui ne remette pas en question les gains importants que nous avons engrangés depuis quelques décennies dans ce domaine.

3. La prise en charge de la vieillesse est devenue une question éminemment complexe. D'une part parce que l'augmentation de l'espérance de vie a considérablement changé la donne, d'autre part parce que la nature même de cette prise en charge est en pleine mutation. L'augmentation du nombre de seniors devra invariablement nous inviter à changer notre perception de la vieillesse. Nous vivrons sans doute plus longtemps que les générations qui nous ont précédés mais dans des conditions très variables d'un individu à l'autre, demandant, entres autres, une prise en charge importante. C'est dans cette optique que des solutions novatrices qui sortent des canevas actuels devront émerger.

4. Il ressort tant de notre pratique quotidienne que des résultats du panel citoyen qu'une partie des inquiétudes légitimes de la population au sujet du vieillissement ne pourra être apaisée que par un travail continu tout le long de la vie. En d'autres termes, il ne sera jamais trop tard pour penser à la vieillesse. Pour ce faire, un débat citoyen de grande ampleur pourra aider utilement les décideurs à prendre les mesures pour favoriser l'émergence de décisions concrètes et adaptées aux nouveaux besoins de notre société.

En outre, l'intérêt des propositions formulées par le panel citoyen se situe, pour l'INAMI, par rapport au niveau d'intervention. La sécurité sociale est un système macro qui, certes, se développe autour d'institutions de proximité (mutuelles, groupements de médecins ou de dentistes, associations) mais qui, finalement, s'intègre peu dans les circuits courts, les échanges circulaires. Le panel citoyen, outre une réflexion globale sur l'amélioration de la qualité de vie, nos modes de travail, de vie, de production, nous invite à nous pencher sur le rapprochement entre la sécurité sociale et ses usagers. C'est un défi passionnant que l'INAMI relève avec volontarisme dans le cadre de la vaste opération que nous lançons dans le cadre des 50 ans de notre institution.

INAMI

professionnel, avec grille de comportements managériaux efficaces. Cela suppose une plus grande professionnalisation dans la gestion des entreprises et de l'administration, donc une formation continuée.

Améliorer la qualité des soins

Nous proposons de limiter la logique commerciale au niveau des soins de santé (autrement dit, ne plus faire du patient une simple 'pompe à fric') en imposant davantage de normes aux médecins et aux institutions hospitalières (en allant pour certains jusqu'au financement en fonction des résultats) pour éviter les abus et l'actuelle 'prime à la mauvaise qualité': surconsommation de médicaments, patients maintenus dans la dépendance. La qualité du travail des médecins devra être évaluée, avec affichage des résultats anonymes dans les salles d'attente. L'intensification des contrôles et l'établissement de forfaits doivent améliorer sensiblement la qualité des soins. Enfin, il faut développer une assurance hospitalisation pour tous.

Il faut réduire la complexité du système et supprimer les démarches inutiles.

Il faut réduire les déséquilibres salariaux entre médecins, infirmiers, assistants sociaux… Les uns sont surpayés et les autres sous-payés.

Une autre manière d'améliorer la qualité des soins est de veiller à une meilleure formation et motivation des soignants, surtout sur le plan des relations humaines (p. ex. il n'y a pas de cours de psychologie dans la formation des médecins).

Le système doit mieux prendre en compte la dimension de genre: les soins de santé des proches sont souvent à charge des femmes, qui sont pénalisées au moment de la pension.

Les frais de santé peuvent être réduits de différentes manières:

- en encourageant la consommation de médicaments génériques
- en encourageant une médecine qui prend en compte l'être humain dans sa globalité
- en acceptant toutes les formes de médecine alternative qui aident le malade à mener une vie digne (ex. traitement de la douleur)

Il faut que chacun puisse être soigné dans sa langue dans la mesure du possible et les citoyens belges dans la langue nationale de leur choix.

La loi sur l'euthanasie doit être étendue et le médecin ne doit pas prolonger artificiellement la vie. Il faut développer dès l'enfance une 'culture d'acceptation de la mort' et la considérer comme une chose naturelle au lieu de souhaiter vivre longtemps à n'importe quel prix.

4. Logement et accès aux services

Comment faire pour que les personnes âgées disposent, à chaque période de leur vie, d'un logement adéquat et qu'elles aient accès aux services nécessaires (services publics, transports, commerces, etc.)?

Principes généraux

En matière de logement, nous voulons éviter d'isoler les personnes âgées dans des 'ghettos' pour troisième âge. La priorité doit être accordée à des habitats modulables, multifonctionnels, intergénérationnels, multiculturels et durables.

De manière générale, l'offre de services ne doit pas être calibrée pour les utilisateurs les plus performants (bien informés et bien équipés, au courant des nouvelles évolutions,…), mais tenir compte aussi des plus faibles. Cela implique entre autres le maintien d'un contact humain (ne pas remplacer tous les guichets d'information par des sites internet, avoir accès à un interlocuteur humain…).

Propositions concrètes

Favoriser le vivre ensemble

Les mesures concrètes en matière de logement dépendent du type de logement concerné, mais devront toujours s'inspirer d'une volonté de favoriser le vivre ensemble, entre les générations, les cultures, les classes sociales… On peut distinguer quatre catégories de logements:

- les nouveaux logements

UN DES PARTENAIRES RÉAGIT AU SCÉNARIO CITOYEN

Fondation Chimay-Wartoise

La Fondation Chimay Wartoise a souhaité être partenaire de l'étude menée par la Fondation pour les Générations Futures. En effet, notre territoire recouvre 6 communes rurales de la Botte du Hainaut et du Sud Namurois dont les projections sociodémographiques laissent à penser que le volume des personnes âgées et très âgées va continuer de s'accroître au cours des trente prochaines années, devançant les statistiques émises pour la Wallonie.

Participer dès lors à l'élaboration d'un nouveau référentiel durable pour les personnes seniors, composante incontournable de notre société, nous est apparu comme une évidence, comme une démarche essentielle quant à notre volonté de participer au développement local de notre territoire.

Comment par ailleurs, ne pas être interpellé par la méthode de travail innovante et participative proposée et ponctuée par une évaluation itérative, elle-même garante de l'objectivité de la démarche.

Pendant une année, nous avons suivi pas à pas la Fondation pour les Générations Futures dans l'élaboration de la méthodologie, la constitution du panel citoyen, nous avons suivi l'évolution des débats lors des week-ends résidentiels, nous avons débattu avec les partenaires, pris part aux réflexions…

A présent, nous avons en mains le scénario rédigé par le panel citoyen. Ce scénario n'a pas l'ambition d'être empirique ou scientifique, non, il émane d'une démarche participative, qualitative, objectivante et qui, nous devons l'admettre, bouscule certaines de nos idées.

Il suscite le débat, les réflexions, au fond c'est ce que nous attendions.

De notre côté, en parallèle, nous avions entamé des processus de prospectives territoriales et inévitablement abordé la problématique des personnes âgées. Au cours de ces tables rondes, nous avons évoqué des centrales de services spécifiques pour les seniors, notamment pour leurs besoins en mobilité, leurs besoins culturels ou de garde. Cette idée se rapproche très nettement du *Centre de Services polyvalents* évoqué dans le scénario citoyen. Nos acteurs de terrain, nos professionnels évoquent aussi régulièrement la nécessité de réfléchir à des logements regroupés, de miser sur la cohabitation des générations, afin de rompre les risques d'isolement sur notre territoire des plus fragilisés ; dans le scénario, la cohabitation intergénérationnelle est également mise en exergue.

Le fait que certaines réflexions aient été émises à la fois par le panel citoyen et par certaines de nos personnes ressources sur notre territoire nous porte à penser que ce sont des pistes de réflexion pertinentes.

Cependant, nous remarquons que, quel que soit le niveau d'étude, local ou national, la question des solidarités se pose, la question de la transition vers ce nouveau référentiel aussi.

Dans un premier temps, réfléchissons donc ensemble, forts de ces nouveaux éléments issus d'une démarche non moins intéressante, nous permettant d'explorer de nouvelles pistes, afin d'initier un avenir soutenable pour nos aînés.

FONDATION CHIMAY WARTOISE
Fondation d'utilité publique

de fonctionnement et les critères de financement afin de garantir une meilleure répartition des places en maison de repos et de soins, en particulier pour les personnes qui nécessitent des soins et des traitements lourds.

Dans ce système revu, la personne âgée sera remise au centre des préoccupations et passera avant les questions financières.

Agence communale de concertation du logement

- les logements existants
- les hébergements spécifiques au troisième âge (les maisons de repos et de soins, les résidences services)
- les hébergements situés dans des zones à vocation touristique et de loisirs

Les nouveaux logements devront être implantés dans un environnement vivant, c'est-à-dire où se trouvent également des commerces et des services de proximité, des transports adéquats, de l'entraide et échanges de services…

Nous proposons de promouvoir le développement de différents types d'unités d'habitation favorisant la mixité intergénérationnelle et la cohabitation de modes de vie diversifiés: habitat 'kangourou', Housing Units, Co-housing, habitat social « tous types », habitat groupé avec possibilité de payer un loyer réduit en échange de certains services…

Dans ces logements intergénérationnels seront organisées des réunions de 'vivre ensemble', à l'image des assemblées générales de copropriété, afin d'installer une culture du vivre ensemble. Ce sera également le cas dans les hébergements situés en zone touristique et de loisirs, où le Règlement d'ordre intérieur de ces espaces prévoira explicitement l'organisation de telles réunions.

En ce qui concerne les logements existants, les pouvoirs publics encourageront la réalisation d'un cadastre immobilier qui permettra d'identifier des possibilités de transformation, d'adaptation ou de réaffectation des logements dans une optique intergénérationnelle.

Logements pour personnes dépendantes

En ce qui concerne les hébergements spécifiques au troisième âge, les autorités compétentes adapteront les normes

Compte tenu des résistances aux changements, des projets pilotes d'espaces intergénérationnels pourraient être lancés au niveau communal, puis étendus à des sociétés de logement social. Nous attirons l'attention sur le fait que ces projets de logements doivent veiller, par la composition des occupants, à être aussi diversifiés que possible (diversité interne) mais également à ne pas fonctionner en cercles fermés (diversité externe par des activités ouvertes sur le quartier, comme des repas collectifs).

Afin de créer ces nouveaux espaces de vie dans des conditions optimales, une agence communale de concertation du logement aura notamment pour mission, dans chaque commune, de:

- faire un état de lieux de la composition de la population et de ses besoins
- établir l'inventaire des projets intergénérationnels et des projets pilotes existants
- faire l'inventaire des espaces disponibles et des zones aménageables
- lancer de nouveaux projets enrichis des expériences existantes.

Cette agence mènera aussi un travail de sensibilisation vis-à-vis des personnes vieillissantes. Elle pourra les aider à identifier, à planifier et à anticiper leurs besoins en matière de logement afin qu'elles puissent envisager diverses solutions, par exemple en:

- transformant leur logement afin de pouvoir y demeurer malgré une mobilité réduite
- transformant une maison devenue trop grande en plusieurs habitats groupés intergénérationnels

UN DES PARTENAIRES RÉAGIT AU SCÉNARIO CITOYEN

Groupe Jolimont

Nous espérions un regard novateur sur les besoins et attentes des citoyens, en particulier des seniors, en matière de soins de santé, au sens large. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le scénario du panel citoyen ne nous a pas déçus: il insuffle bien le 'vent nouveau' que nous attendions.

Pour une institution comme la nôtre, c'est d'abord le chapitre consacré aux soins de santé qui attire l'attention. Nous y trouvons dès la première phrase un encouragement dans une des politiques que nous menons déjà: la prévention, dès le plus jeune âge. Voilà qui ne peut que nous inciter à faire plus encore dans cette direction. Le panel citoyen met aussi le doigt sur de nouvelles problématiques, liées à nos modes de vie actuels (stress, burn-out, ...). Les acteurs de notre pôle d'activité qui se consacre à la santé mentale et aux assuétudes y trouveront certainement confirmation de leur réalité de terrain.

Notre groupement a également pour mission de garantir l'accès aux soins au plus grand nombre. Ce n'est pas sans raison que les différents classements réalisés par les principales mutuelles sur base des conditions tarifaires pratiquées par les différents hôpitaux nous pointent systématiquement parmi les moins chers. Voilà qui rejoint également les préoccupations du panel citoyen.

« LE PANEL CITOYEN NE NOUS A PAS DÉÇUS: IL INSUFFLE BIEN LE VENT NOUVEAU QUE NOUS ATTENDIONS »

Parmi les propositions concrètes du panel, celle de désigner un *coordinateur local pour la santé* rejoint l'un des axes de développement stratégique de notre réseau senior. Si nous ne l'imaginions pas dans une relation hiérarchique envers un échevin des affaires sociales, son rôle et ses missions tels que définis par le panel citoyen répondent en effet à un besoin de la population. A nos yeux, la plus grosse difficulté de mise en œuvre de cette proposition sur le terrain tient au fait qu'il faut arriver à rassembler et faire coopérer de nombreux acteurs médico-sociaux souvent complémentaires mais aussi concurrents. Un obstacle certes pas insurmontable pour des personnes de bonne volonté...

« IL VA FALLOIR TROUVER DE NOUVELLES SOLUTIONS QUE LA MAISON DE REPOS POUR LES SENIORS AUTONOMES »

François Devenijn, Directeur

En matière de logement, le panel se prononce très clairement contre les 'ghettos' du troisième âge, au profit de l'habitat intergénérationnel. Dans le même temps, le panel citoyen semble réserver les maisons de repos et de soins aux personnes âgées fortement dépendantes, ce qui tendrait à 'ghettoïser' ces dernières, qui vivent aujourd'hui, au sein de nos maisons de repos, en parfaite harmonie avec des seniors autonomes. L'évolution démographique d'une part, la limitation des ressources humaines (personnel soignant qualifié) et financières (financement public des soins de santé) d'autre part, vont néanmoins, plus que probablement, donner raison au panel citoyen: les places disponibles en maisons de repos vont, à terme, devoir être réservées aux plus dépendants et il faut donc trouver d'autres solutions pour les seniors autonomes. Dans ce contexte, cependant, nous pensons qu'il faut éviter à tout prix d'isoler les maisons de repos du reste du monde, au risque d'isoler dans le même temps leurs résidents!

Par ailleurs, si les maisons de repos sont réservées aux plus dépendants, il reste à répondre au besoin de logement des seniors largement autonomes, mais qui souhaitent néanmoins quitter une maison devenue trop grande ou qui ont néanmoins besoin de quelques services de base. Les résidences-services actuelles répondent largement à ce type de besoins, mais les normes actuellement en vigueur imposent une certaine 'concentration' architecturale de ces logements et favorisent leur proximité avec une maison de repos. On est donc loin des habitats kangourous ou de la mixité intergénérationnelle recommandée par le panel citoyen. Mais à cœur vaillant, rien d'impossible!

Ce ne sont ici que quelques réactions 'à chaud', après une première lecture du scénario citoyen. Il nous reste maintenant à le 'décortiquer', puis à en intégrer l'essentiel dans nos pratiques.

GROUPE JOLIMONT

- les orientant vers des structures adaptées

Ces différents projets nécessitent de revoir les règles en matière d'impôts, de règles successorales etc.

Nous proposons que soit créée dans chaque commune une fonction compétente pour les questions intergénérationnelles. L'échevin qui exercera cette compétence coordonnera entre autres l'agence communale de concertation du logement décrite au point précédent.

Des incitants financiers doivent être prévus pour faciliter l'adaptation des habitations aux besoins et leur transformation en logements modulables.

Dans cette nouvelle optique d'hébergement, il serait utile de revoir notre conception traditionnelle de la propriété: soit en créant de nouveaux modèles d'occupation (par exemple: être propriétaire pendant un temps déterminé).

Quoi qu'il en soit, les modèles éviteront au maximum de favoriser la spéculation.

Accès aux services et à internet

Les projets immobiliers intergénérationnels seront aussi conçus en veillant à permettre l'accès à des lieux communautaires et à des services de base, même pour les personnes les moins mobiles: possibilités de transport commun et/ou de transport collectif, espaces de contact, commerces de proximité, maisons médicales, accès à internet, lieux de formation et d'information,…

D'autres systèmes peuvent être développés pour améliorer la mobilité et l'accès aux services:

- étendre les systèmes de covoiturage et de transport collectif: par exemple des systèmes de transport organisés par le CPAS ou une autre instance locale et assurés à prix coûtant par des chauffeurs bénévoles, ou des systèmes de taxi social à prix réduit pour personnes à faibles revenus (cf. expériences à Amsterdam et à Bruxelles)

- rendre les transports publics accessibles à tous. Les personnes âgées ont souvent une grande fierté à pouvoir encore mener leur existence toutes seules

- chèques taxi, bancs dans les gares, guichets spéciaux…

Des efforts supplémentaires doivent être fournis pour faciliter l'appropriation d'internet par les seniors: utilisation de l'ordinateur, réduction de la fracture numérique, accès à l'information, formations,… Cela pourra entre autres leur donner des possibilités de mise en réseau, soit entre seniors, soit avec d'autres citoyens, afin de sortir de leur isolement.

© Jean-Luc Tillière

5. Cohésion sociale

Comment faire pour que les seniors puissent trouver leur place dans la société et qu'il y ait davantage de cohésion, aussi bien entre générations qu'entre personnes âgées?

Principes généraux

Beaucoup de seniors possèdent une précieuse expérience qui peut être valorisée sous différentes formes ou dans différentes circonstances: dans le cadre du travail avant ou même après la retraite, dans le cadre du bénévolat, d'échanges de savoirs et de compétences.

Il faut lutter contre l'isolement des seniors qui risquent de participer plus difficilement à la vie sociale à cause d'une santé déclinante ou d'une moins grande mobilité. Cela implique une interaction entre les générations, avec des personnes d'âges différents qui se rencontrent dans une attitude d'ouverture et de respect.

Nous aimerions que le service gratuit retrouve sa valeur humaine fondamentale et reprenne une place de premier plan dans l'éducation des jeunes. Cette valeur traditionnelle est un peu passée à l'arrière-plan par rapport à la valeur attribuée au développement personnel. Il faut une éducation au respect mutuel, quel que soit l'âge, et à l'entraide. Aujourd'hui, le message transmis aux jeunes est trop souvent que toute valeur peut être estimée sous forme d'argent et qu'ils doivent recevoir une compensation matérielle pour tout ce qu'ils font.

Nous trouvons aussi qu'il est très important de respecter l'équilibre entre les générations (exemples de déséquilibre: certains jeunes 'mangés' par les vieux et vice versa, la génération des '50 ans' prise en sandwich entre ascendants et descendants).

UN DES PARTENAIRES RÉAGIT AU SCÉNARIO CITOYEN

Partenamut

Il n'existe rien de constant si ce n'est le changement. Partenamut souhaite être un acteur du changement, le comprendre, l'encourager, l'accompagner. En particulier, Partenamut, acteur de solidarité indépendant et apolitique, a estimé qu'il était de son rôle de soutenir l'étude de la Fondation pour les Générations Futures portant sur les solidarités intergénérationnelles afin d'encourager la réflexion et la recherche de solutions nouvelles aux défis liés au vieillissement de la population.

Au sein de Partenamut, nous cherchons en permanence à soutenir et accompagner nos affiliés lors des moments clés de la vie. Pour eux nous nous devons de repenser notre système de santé afin de garantir la pérennité et la qualité des soins. Mais aussi de questionner notre système pour améliorer la qualité de nos vies. Il est temps de prendre conscience de l'importance des défis auxquels nous sommes confrontés et surtout d'agir afin d'y trouver des solutions.

Nous estimons donc que les résultats de cette étude sont un élément important aidant à envisager et préparer un avenir que chacun souhaite juste et meilleur pour tous.

Invités par la Fondation pour les Générations Futures et ses partenaires à imaginer les solidarités intergénérationnelles dans la société de demain et dans une perspective durable, les 24 membres du panel citoyen ont mené une véritable réflexion de fond. Car à leurs yeux, il ne suffit pas de procéder à quelques aménagements superficiels pour créer un monde plus juste, plus solidaire, plus agréable à vivre: ce sont nos logiques mêmes de fonctionnement qui doivent être repensées de fond en comble.

Ce que nous retenons des résultats de l'étude est tout d'abord la place que le panel des citoyens accorde à la solidarité en général et aux solidarités intergénérationnelles en particulier. Un organisme tel que le nôtre, serviteur historique de la solidarité, ne peut donc que se réjouir que la quête et la réalisation de soi passent également par la contribution de chacun au bien-être collectif.

Nous partageons l'idée qu'il faut soutenir les initiatives locales créant des dynamiques positives pouvant fertiliser l'ensemble de la société surtout en matière d'échanges de services créant des liens de solidarité et de valorisation entre individus.

En matière de santé, le panel nous incite à repenser notre système de santé et à créer une vision globale comprenant des aspects tels que la qualité de l'alimentation, le cadre de vie ou encore la prévention du stress au travail. Ici aussi, les citoyens misent beaucoup sur la dimension locale pour rendre les soins de santé plus accessibles à tous, et en particulier aux seniors. Ils proposent ainsi de nommer dans chaque commune un coordinateur local pour la santé, chargé de fournir information, conseil et assistance. Le panel estime qu'il faut investir davantage dans la prévention, la sensibilisation et la responsabilisation dès le plus jeune âge.

Nous pensons qu'il est important de ne pas sous-estimer la notion de responsabilité individuelle lorsqu'il d'agit de la santé. Il est important d'inciter aux bons comportements et investir dans la prévention.

Nous estimons aussi que les échanges de services, l'apprentissage tout au long de la vie, les transferts d'expérience, la mixité des lieux de vie, les mises en réseaux que permettent les nouvelles technologies, sont des facteurs essentiels pour construire un futur où il fera bon vivre et vieillir.

En tant que mutualité, Partenamut a la volonté de contribuer à cette vision et d'y jouer un rôle majeur, parce qu'elle rejoint les fondements mêmes de notre propre raison d'exister.

PARTENAMUT
On vous simplifie la santé.

Propositions concrètes

Développer de nouveaux schémas intergénérationnels

Nous proposons de renforcer la cohésion sociale et la communication intergénérationnelle en développant des actions quotidiennes et non monnayables (hors du circuit économique classique) qui favorisent le vivre ensemble. Ces actions doivent partir de chacun en tant que personne (pas de groupes sociaux liés à l'âge ou à un autre critère), partir du quotidien, de l'informel et du spontané. Elles permettraient d'organiser des schémas intergénérationnels de vie en communauté sans se limiter aux liens de famille.

Nous proposons des adaptations de l'organisation du travail afin de favoriser des transferts d'expérience entre jeunes et moins jeunes: travail en binôme, coaching, adaptation de contenu de fonctions, apprentissage tout au long de la vie.

Dès la plus petite enfance, chacun sera incité à vivre au contact de personnes d'autres générations et à s'entraider. De nombreuses formules sont envisageables et certaines expériences de ce genre existent déjà, par exemple:

- des projets intergénérationnels associant des écoles et des résidents de maisons de retraite ou des grands-parents. Les seniors peuvent même faire partie du projet pédagogique de l'école (cf. le concept de 'brede school' en Flandre): les enseignants peuvent faire appel à leur témoignage vécu dans le cadre de différents cours (histoire, géographie, éducation civique…) ou à leur savoir pratique pour animer diverses activités (couture, confiture, musique…)

- un concours ou un label (à l'image de la campagne 'L'école contre le racisme') pourrait distinguer les projets intergénérationnels les plus créatifs mis sur pied par des écoles

- des seniors qui viennent raconter des contes ou des histoires anciennes dans des crèches

- des enfants de l'école rendent visite à la maison de repos du quartier et chaque enfant envoie ensuite une petite carte de Noël à la personne âgée qu'il a rencontrée.

Davantage de mixité entre les générations

Ce mélange des générations doit aussi être encouragé en dehors de l'école, notamment au travers:

- de systèmes d'échanges de services (type SEL ou LETS) permettant de valoriser les compétences de chacun (aide scolaire en échange de tonte de pelouse, p. ex.)

- d'espaces communautaires dans les quartiers qui favorisent la mixité intergénérationnelle

- de fêtes de quartier interculturelles et d'événements réunissant des jeunes et des vieux

- des activités intergénérationnelles ou des échanges de services développés au départ de mouvements de jeunesse.

Pour lutter contre l'isolement des personnes âgées, on pourrait créer un réseau de volontaires prêts à rencontrer au moins une heure par semaine une personne âgée isolée de leur quartier. La personne âgée doit avoir le droit de changer d'interlocuteur si elle ne se sent pas à l'aise avec lui.

Exploiter les nouvelles technologies

Les nouvelles technologies sont aussi un moyen efficace pour rapprocher les générations. La plupart des jeunes sont des experts dans l'utilisation du GSM, d'internet, des réseaux sociaux… et connaissent tous les 'petits trucs'. Ils

RÉFLEXIONS DE CITOYENS SUITE À LEUR PARTICIPATION

Vingt-quatre citoyens prêts à sacrifier trois week-ends, à s'investir généreusement, sans autre contrepartie que le fait de pouvoir participer activement à un débat sociétal important. Mais qu'est-ce qui les motive? Et qu'espèrent-ils? Voici quelques réponses…

Philippe Leysen, membre du panel citoyen

« Une vieillesse digne et 'finançable', c'est quelque chose qui nous concerne tous, même si nous n'y pensons pas assez. Ces trois week-ends étaient parfaits pour nous pousser à chercher des solutions avec un groupe qui représentait un éventail ***très large*** *de la population. C'était un moyen de dépasser les clichés et d'apprendre les uns des autres. »*

« Je rêve d'un monde où les ***liens*** *entre les gens se tissent avec facilité et où une grande place est laissée à la confiance des uns envers les autres. Les gens doivent prendre conscience qu'ensemble, ils sont beaucoup plus forts que seuls dans leur coin!*

Pour moi la proposition la plus importante du groupe est celle de mettre en place un système de revenu décent pour tous et l'encouragement à ***donner de soi*** *à autrui. Un système win/win! »*

Robert Lombaerts, membre du panel citoyen

Miroye Kizamie, membre du panel citoyen

« Je participe à ce panel car je rêve d'une société diverse et apaisée. Ce projet met en évidence qu'il est possible d'obtenir une cohésion dans un groupe éphémère de citoyens motivés et responsables. Cette expérience positive devrait pouvoir s'appliquer à une ***nouvelle gouvernance****, en dehors des partis »*

Maryse Van Aerden, membre du panel citoyen

« Si on reste tous assis dans notre fauteuil sans rien faire, en se contentant d'écouter les médias, c'est clair que rien ne bougera. Maintenant, j'ai l'espoir que 'quelque chose' pourrait changer, d'autant plus que tant de choses 'doivent' changer! Le vieillissement est un sujet qui devrait nous préoccuper, car voilà bien quelque chose qui nous attend tous sans exception. Et le ***'vivre-ensemble'****, aussi, devrait être au centre de nos projets. »*

Béatrice Maes, membre du panel citoyen

« Les changements ne pourront se faire que si nous parvenons à modifier nos mentalités. Et cela prend du temps! J'aimerais que l'on mise davantage sur ***l'éducation****. L'enfant est au cœur du changement: il incarne les promesses du monde de demain. L'éducation (tant familiale que scolaire) doit prendre en compte tous les aspects de la personne humaine. Elle doit ouvrir l'être à la beauté, à la fraternité, aux valeurs d'humanité et de spiritualité qui sont les garantes de la pérennité des sociétés. Pour moi, seule une authentique éducation aux valeurs d'excellence dispensée depuis le plus jeune âge permettrait de changer nos mentalités... »*

pourraient transmettre ces connaissances à des seniors intéressés et/ou les échanger contre d'autres services.

Ceci ne se fera pas tout seul, un certain nombre de conditions préalables doivent être remplies:

- il faut mener des campagnes de sensibilisation, éventuellement avec des prix pour récompenser certaines actions exemplaires
- les médias doivent davantage mettre en lumière tout ce qui se fait déjà pour rapprocher les cultures et mettre en évidence ce qui nous relie (entre générations et entre cultures) plutôt que ce qui nous sépare. On pourrait aussi imaginer des émissions ludiques (de type télé-réalité) où des jeunes sont plongés dans un environnement de personnes âgées ou vice-versa
- il faut développer une autre vision de l'infrastructure, notamment au niveau de l'architecture des maisons de repos (qui doivent être davantage ouvertes sur leur quartier), de la mixité du logement (voir chapitre précédent), des espaces verts (aménagement de lieux qui favorisent les contacts entre enfants, adultes et personnes âgées),…

La dimension interculturelle ne doit pas être oubliée non plus. Il existe des initiatives pour des seniors de la même culture mais il y aura de plus en plus de diversité culturelle parmi la population âgée. Il faut donc stimuler aussi les contacts entre les cultures.

Même si le contact humain doit être privilégié avant tout, certains outils technologiques peuvent aussi être utilisés pour garantir une sécurité de base. Ainsi, une webcam ou une connexion Skype pourrait être installée dans chaque maison comme point de contact permettant de s'assurer que tout va bien.

Lexique

Aidant proche: personne qui prend en charge de manière informelle et non rémunérée une personne malade ou dépendante de son entourage, souvent familial

Carte santé à points: carte qui reprendrait toutes les prescriptions et les dépenses de santé d'une personne en vue de permettre une gestion individuelle, une sensibilisation au coût de la santé et une meilleure collaboration entre les médecins

Coordinateur local pour la santé: collaborateur qualifié, bénévole et/ou rémunéré, qui serait nommé dans chaque commune pour assurer une mission locale d'information, de conseil et d'assistance en matière de santé

Parties prenantes (ou 'stakeholders'): ensemble des acteurs concernés par une problématique

Revenu de base inconditionnel: allocation de base accordée à chacun, sans conditions, dès l'âge de 18 ans jusqu'au décès et constituant un socle qui peut être complété par d'autres types de revenus

Revenu-service: nouveau type de revenu complémentaire, imaginé par le panel citoyen et lié à un service rendu à la collectivité

Travail invisible: tâches et services indispensables au bon fonctionnement de la société, mais qui ne sont pas assurés dans le cadre d'un travail rémunéré ordinaire (aide informelle, prise en charge de proches malades ou dépendants, solidarités locales, petits services de proximité)

RÉFLEXIONS DE CITOYENS SUITE À LEUR PARTICIPATION

« Depuis que j'ai participé au panel, je suis plus convaincu que jamais de la possibilité d'une excellente entente entre les générations. J'espère que notre texte inspirera les décideurs et leur donnera l'envie de mettre des responsables sur certains ***projets pilotes****! »*

Paul Troch,
membre du panel citoyen

Wim Winters,
membre du panel citoyen

« Si seulement les gens faisaient plus souvent quelque chose les uns pour les autres de manière ***désintéressée****! Un revenu de base inconditionnel pourrait leur donner cette liberté, et augmenter le sens des responsabilités. »*

« Je souhaiterais vivre dans un monde d'humains libres et autonomes, qui connaissent le plaisir de vivre dans un monde sain, cohérent, ***respectueux*** *de tous et bienveillant, fait de justice plutôt que de soif du profit. L'Humain est capable du pire comme du meilleur, reste à savoir dans quelle direction nous irons... »*

Tomah Willemart,
membre du panel citoyen

« Mon petit souhait (mais en réalité il est énorme!) c'est que le pouvoir public écoute et prenne en compte les souhaits et questions des citoyens (des gens ordinaires comme moi, qui ont toute une vie derrière eux, mais qui se font du souci pour le bien-être de leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants). J'espère que l'avenir apportera plus de vraie ***démocratie****. Je voudrais que le monde devienne globalement plus équitable et plus vivable pour tous. »*

Stephania Benoy,
membre du panel citoyen

« J'ai eu pas mal de difficultés dans ma vie, et je suis heureuse d'avoir eu l'occasion de donner mon avis. Grâce à ma participation, je vois l'avenir avec d'autres yeux et j'ai repris espoir. Pour moi, les points les plus importants de notre scénario sont que chacun doit apprendre à prendre ses ***responsabilités*** *en ce qui concerne la santé, et que le système des pensions doit changer. J'espère que notre système social va évoluer de façon à permettre aux personnes âgées de rester dans leur environnement au lieu de périr dans un home. Et je rêve d'un monde où nos enfants, petits-enfants et toutes les générations qui suivent, puissent vivre en paix, sans soucis de précarité. »*

Rosa Paulis,
membre du panel citoyen

« LE MONDE A BESOIN DE POÈTES... »

Comment allons-nous nommer cet 'individualisme altruiste' qui émerge? Comment désigner des phases de vie où on a un travail 'non monnayé'? Quel nom donner à cette période de la vie où on est âgé mais pas encore vieux? Dans quel sens revoir les termes qui indiquent une sécurité pas uniquement matérielle? Comment intégrer dans notre vocabulaire des mots, mais aussi des concepts, qui sont en apparence contradictoires?

Il existe de nombreuses réalités et situations pour lesquelles les anciens mots ne conviennent plus. Cette citation de nos deux facilitateurs nous invite donc à relever le beau défi que celui de récrire l'imaginaire social !

CONTINUONS LE DIALOGUE !

Le projet « Notre Futur » avait pour ambition d'enrichir la réflexion et le dialogue autour d'enjeux clés de notre avenir.

Si les résultats vous interpellent, nous serons très heureux d'entendre vos réactions et de voir comment continuer à imaginer et construire des solutions soutenables pour les seniors de demain.

Toutes les réactions utiles au dialogue seront rassemblées sur le site internet www.fgf.be/notrefutur. Faites-nous part des vôtres par email: notrefutur@fgf.be.

A bientôt !

Comment mettre les citoyens en position de faire plus, avec leur motivations personnelles, pour qu'ils puissent compléter et renforcer le système de solidarités institutionnelles?

ET MAIN TENANT?

REMERCIEMENTS

La Fondation souhaite en premier lieu témoigner sa reconnaissance aux **partenaires** de ce projet pour leur confiance et la richesse des échanges que nous avons eus.

Nous voulons aussi remercier sincèrement **Synergies & Actions** pour l'animation et la description du profil des participants au panel de citoyens, et **Atanor** pour l'aide apportée dans la rédaction du cahier des charges.

Merci également aux **membres du comité d'accompagnement** du projet, pour leur soutien et leurs conseils précieux, ainsi qu'aux **spécialistes et praticiens** qui ont été interviewés dans la première phase du projet et aux **trois think tanks**, pour le temps et les précieuses informations qu'ils ont bien voulu partager avec nous.

Un merci particulier aux **24 citoyens du panel** pour leur engagement tout au long du processus et le temps consacré à se plonger dans cette matière ardue. Nous voulons aussi souligner l'importance du travail de **l'équipe d'interprètes bénévoles** de l'UGent qui ont permis aux citoyens des deux côtés de la frontière linguistique de se comprendre pendant l'entièreté des débats et de nos deux **rapporteurs** qui ont fait un travail de retranscription et de synthèse fort précieux.

Sans oublier les **personnes ressources** qui nous ont aidés au recrutement, les **experts** qui par leurs réponses aux questions des citoyens les ont aidés à finaliser leur scénario, et toutes les personnes qui nous ont aidés d'une manière ou d'une autre.

Membres du Comité d'accompagnement

Le Comité d'accompagnement a aidé et conseillé la Fondation sur les enjeux à traiter et la méthodologie du projet. Il n'est aucunement engagé par les résultats ou analyses présentés dans cette publication.

Philippe Anthoine, Médecin, membre des Conseils Consultatifs Régionaux de Cera.
Benoît Brassart, Directeur chez Partenamut.
Sébastien Brunet, Administrateur général de l'IWEPS (Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique) qui vient de lancer des études prospectives sur le vieillissement de la population.
Françoise Coune, Conseillère aînés au Cabinet de la Ministre Eliane Tillieux, Ministre wallonne de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances.
Mark Deckers, membre de Terra Reversa, think tank pour une autre économie.
Anja Declercq, de Lucas, centre de connaissances interdisciplinaire de la KU Leuven dans le domaine des soins et de la santé.
Carmen de Crombrugghe, Coordinateur de programme - Projets sociétaux chez Cera.
Philippe Defeyt, Président du CPAS de Namur. Economiste à l'Institut pour un Développement Durable.
Benoît Derenne, Directeur de la Fondation pour les Générations Futures.
François Devenijn, Directeur du Groupe Jolimont.
Valérie Dudart, Chargée de projet à la Fondation Chimay-Wartoise.
Philippe Dumont, Secrétaire Général de la Fondation Chimay-Wartoise.
Sabine George, Chargée de projet à la Fondation Chimay-Wartoise.
Amine Houssaini, Responsable de programme chez Partenamut.
Jean Hindriks, Professeur d'économie à l'UCL. Senior fellow à l'Itinera Institute.
Claude-Michel Loriaux, Professeur émérite à l'UCL, Démographe.
Mie Mœrenhout, Présidente du Vlaamse Ouderenraad. Le Vlaamse Ouderenraad défend les intérêts de tous les seniors néerlandophones.
Isabelle Paul, Chef de Cabinet Adjointe de la Ministre Eliane Tillieux, Ministre wallonne de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances, responsable des matières santé.
François Perl, Directeur Général du Service des indemnités, INAMI.
Cédric Van de Walle, Conseiller au SPP Développement Durable, en charge de l'EIDD (Système d'Étude de l'Impact des Décisions sur le Développement durable.)

La Fondation pour les Générations Futures soutient depuis 1998 les initiatives originales qui proposent un mode de développement soutenable pour le monde et ceux qui le peuplent. Elle popularise ces initiatives. Elle les accompagne. Elle les finance. Elle les outille. Elle favorise l'émergence de nouvelles formes de pensée et de production.

FONDATION POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Siège social & bureau: Rue des Brasseurs, 182 • 5000 NAMUR • BELGIQUE • Tél. +32 (0)81 22 60 62 Bureau: Rue de Fiennes, 77 • 1070 BRUxELLEs • BELGIQUE • Tél. +32 (0)2 880 88 68 fgf@fgf.be • www.fgf.be

NOTES

Notre Futur

Un projet de la

STICHTING VOOR TOEKOMSTIGE GENERATIES

FONDATION POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

En partenariat avec

cera
s'investir dans le bien-être et la prospérité

FONDATION CHIMAY WARTOISE
Fondation d'utilité publique

GROUPE JOLIMONT

PARTENAMUT

INAMI

Avec le soutien de

Loterie Nationale
créateur de chances

Service Public fédéral de Programmation
Développement Durable

Wallonie